mêrhaba hêvalnö

nouvelles du kurdistan

MENSUEL N°8
21 OCTOBRE 2016
PRIX LIBRE

Après les crimes, la volonté d'un peuple debout

À partir du travail des femmes journalistes de JINHA, Kedistan revient sur les évolutions récentes de deux villes qui ont été largement détruites par l'armée turque : Nusaybin (dans la province de Mardin ; séparée de sa ville sœur Qamişlo par la frontière turco-syrienne) et Sırnak (capitale de sa province ; pas loin de Cizre). Nous reproduisons à la suite la première partie de l'article (vous pouvez lire la 2ème partie à propos de la solidarité, sur kedistan.net). Les citations, reproduites ici, de Sara Kaya[*], la co-mairesse destituée de Nusaybin, reflètent bien la réalité quotidienne des élu.e.s locaux kurdes qui vont en permanence à la rencontre des habitant.es.

Deux exemples, parmi tant d'autres, à Şırnak et Nusaybin, de la volonté des populations du Kurdistan turc, pour rester sur leurs terres, dans leurs lieux de vie, malgré la répression de l'Etat qui se poursuit contre tout un Peuple. Merci à l'agence JINHA qui nous a permis de rédiger cet article, et rappelons que l'une de ses membres, Zehra Doğan est toujours détenue dans les geôles de l'Etat turc.

◆◆◆ suite p. 2

Solidarité avec les prisonnières et les prisonniers kurdes en Turquie *p. 28*

au sommaire :

- Edito *p. 2*
- Après les crimes... *p. 2*
- Femmes de Şirnak *p. 3*
- Guerre déclarée à Sur *p. 5*
- Fermeture des médias et « génocide politique » *p. 6*
- Une camarade partie au Rojava... *p. 10*
- Naissance d'une minorité kurde en Irak *p. 14*
- Les femmes du Rojhilat contre le sexisme *p. 16*
- Nationalisme xénophobe contre les réfugié.e.s syrien.ne.s *p. 18*
- Bayramtepe, l'eldorado perdu des Kurdes syriens *p. 20*
- Politique anti-alévis en Turquie *p. 21*
- Mednüçe : Eutelsat contre les médias kurdes *p. 24*
- Poème de Adnan Yucel *p. 26*
- Carte, glossaire & agenda *p. 27-28*
- Solidarité avec les prisonnières *p. 28*

ENTRETIEN AVEC UNE CAMARADE PARTIE AU ROJAVA

Merhaba Hevalno s'est entretenu vers décembre 2015 avec une personne (européenne) qui nous avait contacté.es depuis le Rojava. Voici l'entretien enfin publié presque un an plus tard.

Tu habites au Rojava depuis un an en tant que volontaire. Tu peux nous dire ce qui t'as poussée à t'y rendre ?

Je voulais voir si c'était une vraie révolution. La première fois que j'ai entendu parler de la cause kurde c'était pendant la résistance de Kobanê. À l'époque ça ne m'intéressait pas plus que ça, je pensais que c'était juste une guerre de plus et je ne me sentais pas vraiment concernée. Puis un pote m'a emmenée à une petite conférence à Londres qui s'intitulait "Rojava ou la démocratie confédérale". David Graeberg et Zaher Baher y décrivaient ce peuple qui malgré l'encerclement et les attaques des fascistes de tous horizons, résistait et réussissait même à mettre en pratique des idéaux libertaires. Collectivisation des terres, création de leur propres institutions, décisions par assemblées locales, coopératives, etc.
Ce qui m'a le plus choquée c'était d'apprendre qu'ils pratiquent le système d'assemblée non pas à 30 ou 40 personnes, comme j'avais eu l'habitude de voir par chez nous, mais actuellement à la taille d'un pays de 3 millions de personnes. Comment ce système, dont j'ai déjà

◆◆◆ suite p.10

ÉDITO

Après le gros dossier sur l'(après)-coup d'état en Turquie dans le dernier numéro de Merhaba Hevalno, ce 8ème numéro est dédié en long et en large aux réfugié.es et aux politiques répressives envers différentes communautés traitées comme "minorités" indésirables, les Syrien.nes, les Kurdes et les Alévi.es.

Dans cette période où notre solidarité est inévitablement tournée vers les personnes migrantes bloquées à Calais qui vont bientôt se faire expulser par les forces de l'État français, nous ne pouvons que remarquer encore une fois la continuité des politiques des pays dits "démocratiques", tels que la fRance ou la Turquie. Ce sont les mêmes dynamiques racistes derrière les politiques de "gestion des flux humains", qui la plupart du temps se cachent derrière la bannière "humanitaire", alors que les gouvernements laissent crever les gens dans la mer et envoient leurs bras armés les courser autour des frontières et partout sur le territoire. Cette complicité entre les États qui provoquent des guerres et qui pillent, puis ferment leurs portes aux populations qui fuient ces guerres ou les conditions d'appauvrissement, est bien connue. L'accord passé entre l'UE et la Turquie au mois de mai est très frappant en ce sens : la vie des personnes migrantes est marchandée par la Turquie, dans un chantage pour acheter le silence de l'UE face aux massacres au Kurdistan, que ce soit au sein de ses frontières, ou désormais aussi du côté syrien depuis l'invasion de la Turquie le mois dernier.

Ce chantage atteint même le système judiciaire français qui assume le rôle d'extension de l'appareil répressif de Turquie : la censure de la presse kurde est arrivée jusqu'ici. Deux textes dans cette revue décrivent la censure médiatique en Turquie, puis en France.

Plusieurs articles que nous relayons dans ce numéro traitent de la situation des habitant.es des villes kurdes de Bakûr (à l'est de la Turquie) qui ont dû quitter leur ville pendant les attaques par les forces de l'état turc, et qui se sont retrouvé.es à s'installer dans des campements organisés par les mairies DBP (parti kurde majoritaire dans la plupart des villes du Bakûr). Malgré les conditions de survie dans lesquelles elles se retrouvent, elles refusent de partir loin de leurs terres et continuent à résister depuis leurs tentes, aux portes de leurs villes rasées. Les premiers numéros de cette revue relayaient déjà la lutte des premières vagues de réfugié.e.s de villes comme Sur et Cizre qui refusaient de partir et qui se posaient temporairement dans les villages autour des villes sous siège. C'est la même situation qui perdure depuis plusieurs mois, voire bientôt un an pour certaines. Nusaybin et Şırnak sont les plus grosses villes à avoir été rasées dernièrement ; plusieurs témoignages nous en parlent.

Dans l'ouest de la Turquie, ce sont les réfugié.es syrien.nes qui sont confronté.es au racisme et à la précarité. Un beau reportage-photo (que nous vous invitons à découvrir sur le site original orientxxi.info) découvre le quartier stambouliote de Bayramtepe à travers quelques un.es de ses nouvelles habitant.es. Puis un article de Kedistan décrit la politique xénophobe qui encourage la haine contre la population syrienne.

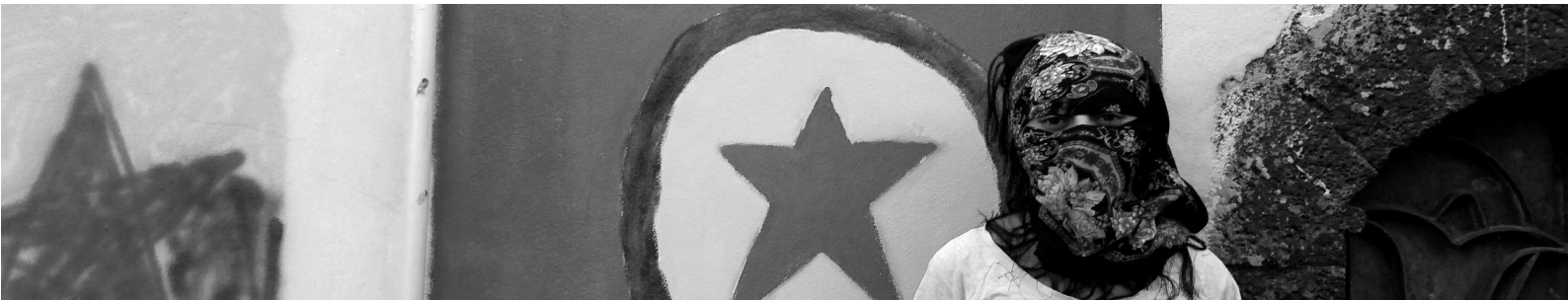
Impossible de nier que ce racisme est inhérent à l'existence même des États, de leurs frontières, et de leur principe "unificateur" à l'intérieur du pays, c'est-à-dire écrasant toute identité sociale, politique, culturelle, religieuse, ou de genre, non conforme à la norme dominante. Une analyse de Dilar Dirik (chercheuse kurde dans la diaspora) nous éclaire sur le cas des politiques menées contre les populations alévies en Turquie. Si nous ajoutons à cela la dimension impérialiste, alors nous retrouvons les communautés écrasées à la fois par l'État qui les a absorbées, et par la puissance coloniale dont dépend cet État. C'est ce que montre le récit historique tracé par Jean-Baptiste Begat sur les Kurdes en Irak : comment les Kurdes ont fini par être considéré.es comme une "minorité" sur leur propre sol par un pays colonisateur, et les conséquences jusqu'à maintenant.

Les femmes du Rojhilat (Kurdistan en Iran) nous rappellent l'importance rester sur ses gardes sur tous les fronts de lutte : ce n'est pas parce qu'on se bat auprès de "camarades" au sein de notre propre communauté (qu'elle soit culturelle ou politique), que les dominations disparaissent... Le système patriarcal, et le sexisme qui en découle, est inhérent à l'État mais aussi à toutes (ou presque?) les communautés humaines, y compris les communautés en lutte. Nous, éditrices et éditeurs de ce mensuel, sommes très touché.es par comment les femmes rojhilaties dénoncent haut et fort le sexisme au sein de leur mouvement parce que nous connaissons bien les difficultés rencontrées dans nos propres réseaux de lutte pour visibiliser et combattre les dominations genrées. Loin des discours orientalistes présentant le combat des femmes kurdes comme "extraordinaire" vu leurs conditions "d'oppression extrême", nous tenons à relayer les paroles du mouvement des femmes kurdes parce que nous savons qu'à travers leur lutte elles pointent les mêmes dynamiques que ce que nous vivons en Europe.

Nous avons voulu partager dans ce mensuel deux derniers textes. L'un est un entretien que nous avons fait à la fin de l'année dernière avec une européenne installée au Rojava, et qui décrit son point de vue sur ce qui s'y joue. Et comment clôturer ce mensuel sans remercier Kedistan, le site d'infos et d'analyses sur le Kurdistan et la Turquie, édité en français, qui nous nourrit régulièrement, et qui a besoin de notre soutien pour pouvoir continuer.

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net



◆◆◆ suite de la p.1

ŞIRNAK

Un couvre-feu a été imposé à Şırnak pendant plus de sept mois. Les forces armées turques avaient annoncé "l'opération" comme terminée en juin dernier. Les forces de l'Etat n'ont pourtant pas permis aux populations de revenir dans le centre-ville. Elles survivent donc sous des tentes mises en place autour de la ville depuis 187 jours, refusant de quitter et d'abandonner leurs terres. Cela n'est pas du goût des forces de répression turque, et l'Etat se fâche de la résistance des personnes de Şırnak et menace de les déplacer de force à nouveau.

Il y a deux jours, les forces de répression ont bloqué la zone de tentes et arrêté quatre personnes. Les forces de l'Etat, par exemple, ont encerclé les réfugiés dans le village de Toptepe toute la matinée et fouillé toutes les tentes. Ils ont également menacé les gens en disant : « Nous allons vous sortir d'ici ».

Il y a un mois, le gouverneur adjoint de Şırnak avait convoqué les populations et fait un discours sur « l'enlèvement nécessaire des tentes ». Les gens avaient répondu qu'ils ne retireraient pas leurs tentes malgré toutes les difficultés et avaient dit au gouverneur qu'ils ne quitteraient jamais leurs terres.

La destruction de sept quartiers de Şırnak se poursuit. Outre la destruction, les forces de l'Etat ouvrent le feu à partir de la station de police Ikizce et Sanayi Police Checkpoint, chaque nuit, afin d'effrayer les gens. Le nouveau scénario mis en place par l'Etat pour déplacer les gens consiste à dire que « *les terroristes se cachent dans les tentes* ».

Récemment, lors d'incursions de forces gouvernementales, les menaces ont fusé : « *De quel côté êtes-vous ? Pourquoi restez-vous silencieux à propos des attaques contre nous ? S'ils nous attaquent à nouveau, nous allons supprimer toutes ces tentes, et nous vous suivrons à la trace.* »

NUSAYBIN

Nusaybin a subi un état de siège depuis plus d'un an, dont un couvre-feu imposé de cinq mois. La municipalité a été confisquée par un administrateur nommé le 11 Septembre, par décret, comme pour 28 autres (parmi les 34 municipalités kurdes) et la porte de la municipalité a été fermée à la population.

Les travaux réalisés dans 15 quartiers depuis la fin du couvre-feu, malgré la mise sous tutelle, ont continué d'être menés dans les quartiers par l'ancienne équipe municipale.

Co-maires, responsables municipaux et employés ont continué leurs visites maison par maison et ont poursuivi la préparation de l'exécution des travaux en disant : « Chaque maison est bâtiment de la municipalité ».

A Nusaybin, la Co-maire Sara Kaya s'exprime ainsi :

« *Un représentant fictif a été nommé à l'édifice municipal. Pour nous, chaque avenue, rue, chaque maison est une municipalité. Avant, les gens venaient à nous, maintenant, nous allons aller vers elles et eux. Nous allons défendre la volonté du peuple.* »

Sara Kaya a aussi déclaré qu'elle ne reconnaissait pas cette décision et que le « représentant fictif » n'occupait qu'un bâtiment. Sara a rappelé les couvre-feux imposés à Nusaybin durant environ cinq mois, les destructions, et a expliqué que [de leur côté] elles avaient effectué des travaux en établissant des commissions pour les personnes victimes. Sara dit :

« *Comme vous le savez, l'AKP a saisi notre municipalité. Nous avons commencé à visiter les familles en créant 11 groupes afin de mener à bien nos travaux prévus. Par exemple, nous visitons cette maison maintenant et cette maison est notre municipalité.* »

« *Ils ne pourront pas briser la volonté du peuple et c'est aussi notre volonté. Nous continuerons d'être avec notre peuple jusqu'à ce qu'il.le.s ne veulent plus de nous. Nous avons obtenu 80 % des votes lors des dernières élections. Cependant, aujourd'hui, le bâtiment municipal n'est guère différent du palais de justice ou de la police. Il n'y a pas de sens à ce bâtiment pour nous. Nous avons gouverné cette municipalité pendant deux ans et demi. Nous avons toujours été avec notre peuple. Nos gens peuvent nous contacter quand il.le.s le veulent. Nous sommes encore leurs Co-maires.* »

Sara a également déclaré :

« *Nous avons déterminé combien de familles reviennent à Nusaybin et combien de maisons ont été détruites. [...]* »

Sara a souligné les attaques sur la volonté des femmes en nommant l'administrateur aux municipalités et dit :

« *Des 'représentants fictifs' ont été nommés dans nos 24 municipalités. Les maires de 14 municipalités étaient des femmes. Ils ignorent le travail et la volonté des femmes avec ces 'fiduciaires' (non élus, nommés par l'Etat). Cependant, ils ne peuvent pas briser la volonté des femmes. Tout le monde doit se lever pour la volonté des femmes.* »

Note :

[*] La délégation féministe partie de Paris vers le Bakur en mars dernier (cf. Merhaba Hevalno 4 et 5) avait eu la chance de rencontrer Sara Kaya à Nusaybin et avait longuement discuté avec elle sur le travail intense et persévérant du porte-à-porte.

Source

Kedistan.net

Femmes de Şırnak : « *La vie devient trop dure dans les campements* »

Les femmes vivant dans les campements de Şırnak disent que le climat devient trop froid et que la vie dans les tentes est de plus en plus dure. Elles dénoncent aussi le fait que les enfants ne peuvent pas aller à l'école et demandent que le couvre-feu soit levé le plus tôt possible.

Le couvre-feu déclaré le 14 mars à Şırnak est toujours en vigueur, malgré le fait que les confrontations [entre les forces de l'État et les jeunes armé.es] soient terminées. 90 % de la population a été forcée à quitter la ville, qui a été rasée depuis par les pelleteuses, en même temps que les maisons et les commerces étaient pillés.

Autour de 10.000 habitant.e.s de Şırnak, qui ne veulent pas quitter la ville, se sont abrité.e.s sous les tentes, dans les campements sur les flancs des montagnes Cudi et Gabar ces 7 derniers mois. Le climat étant de plus en plus froid, la vie sous les tentes devient beaucoup plus difficile.

Des femmes vivant dans ces tentes ont parlé avec l'agence de presse ANF. En voici quelques témoignages.

Gülbahar Kılıç : « *La semaine dernière on a essayé d'aller à Şırnak pour voir notre maison. En nous voyant, la police a tiré en l'air, puis ils ont arrêté mon mari devant mes enfants. Depuis, ma plus jeune fille se met à pleurer chaque fois qu'elle voit quelqu'un*

au Bakûr :

◆ **GEVER :** 4 personnes ont été assassinées par des policiers qui, lors d'une patrouille dans le centre ville, se sont mis à tirer dans la foule. Les policiers ont ensuite bloqué l'accès aux lieux du massacre ; plusieurs personnes, y compris un journaliste de l'agence de presse DIHA, se sont fait arrêter en essayant de filmer l'incident. Le lendemain, des milliers de personnes ont participé à l'enterrement des 4 morts, en criant « *Les martyrs ne meurent jamais* » et « *L'État meurtrier paiera* ». [ANF]

◆ **MUTINERIE :** Une révolte a eu lieu le 28 septembre dans la prison de Şırnak, suite aux refus de parloirs et de rencontres avec les avocat.e.s. Une partie de la prison est partie en flammes ; plusieurs dizaines de prisonniers ont été intoxiqués par la fumée, et au moins un jeune de 16 ans, en est mort. [ANF]

◆ **TORTURE D'UNE COMBATTANTE :** Une vidéo dans laquelle on voit des soldats de l'armée turque en train de torturer une combattante a été postée sur des réseaux sociaux. Il s'agit de Saime Avşin (nom de guerre Avaşin Gabar), combattante des YJA Star, capturée lors d'une action menée contre une caserne militaire à Semzinan (district de Hakkari). Sebahat Tuncel, co-présidente du parti DBP, a réagi en disant : « *L'attaque contre la guérilléra n'est pas seulement contre elle, c'est contre toutes les femmes. Ils l'ont torturée et insultée afin de satisfaire leur masculinité* ». « *L'État est en colère contre les femmes politisées qui luttent pour la liberté de leur peuple et qui refusent la situation actuelle. On peut décrire cela comme le reflet de l'état-nation. Toute attaque contre les femmes est une attaque idéologique. Elle montre l'attitude des politiques qui tentent de casser la volonté du peuple en exhibant, agressant et violant les femmes. Toutes les femmes devraient se lever contre ça.* » [Jinha]

◆ **TORTURES en PRISON :** L'Association Contre l'Impunité a lancé un appel urgent auprès de l'ONU à propos de la prisonnière politique Rozerin Kalkan, âgé de 19 ans, enfermée en isolement à la prison de Niğde et ayant déjà subi des tortures sexuelles ainsi que psychologiques pendant 9 jours. [Jinha]

◆ **CENTRES POUR FEMMES FERMÉS :** Dans le dernier numéro de Merhaba Hevalno, nous avons parlé de la destitution des co-maires.ses HDP de Bakur et leur remplacement par les représentants choisis par le gouvernement AKP. Depuis, ces derniers ont commencé à imposer la volonté du patriarche d'Ankara en fermant les centres d'organisation et de solidarité des femmes. Des centres ont déjà subi des fermetures dans les villes de Cizre, Silvan, Dargeçit, Sitiya, Amed, Meya. À Batman, les nouveaux dirigeants ont fermé les ateliers Hevî (Espoir) à destination des femmes. À Özalap, dans le district de Van, une école maternelle proposant un programme scolaire en kurde a été fermée. Dans un entretien avec JINHA, Filiz Kerestecioğlu, parlementaire HDP, a déclaré : « *Ce ne sont pas seulement des femmes kurdes mais aussi toutes les femmes de Turquie et du monde entier qui devraient résister contre de telles interdictions, pour défendre la démocratie en Turquie ainsi que le mouvement mondial de la libération des femmes. Les femmes du monde entier devraient prendre position et défendre les co-mairesses des municipalités DBP.* » [kurdishquestion]

◆ **ASSASSINATS de DIRIGEANTS :** Alors que la mise sous tutelle des mairies DBP continue, le HPG -guérilla du PKK- a déclaré avoir tué, à Özalp (Van) et à Dicle, deux des nouveaux dirigeants désignés par le gouvernement AKP. [ANF]

qu'elle ne connaît pas, craignant que quelque chose puisse arriver à son père. Une autre de mes filles a commencé à s'arracher les cheveux. Ce sont les enfants qui sont le plus affecté.e.s. Moi j'étais enceinte quand tous les événements ont eu lieu mais j'ai fait une fausse couche. La vie ici est très dure, mais nous n'allons pas laisser notre terre. Pendant un certain temps, nous avons amélioré certaines choses, mais là il fait beaucoup trop froid. En hiver, dans cette région il neige jusqu'à un mètre ; nous ne pouvons pas continuer à habiter sous ces tentes. Mes rues me manquent, mon quartier me manque beaucoup. Ici on survit grâce à la solidarité, mais jusqu'où pouvons-nous tenir ? Le couvre-feu doit être levé le plus vite possible. Ensuite on agira selon l'état dans lequel se trouve notre maison. »

Şirin Tunç : « *Beaucoup de femmes ont accouché ici, puis elles ont eu des problèmes de malnutrition à cause des mauvaises conditions. Les femmes et les enfants tombent souvent malades ici. Les nouvelles mamans n'obtiennent pas suffisamment de nourriture ; elles ont des problèmes pour allaiter leurs bébés. Pourquoi le couvre-feu n'est pas levé ? Il n'y a plus d'affrontements ! Les personnes dont les maisons sont toujours debout, y retourneront. Celles dont les maisons ont été rasées, comme nous, continueront d'essayer de vivre sous les tentes. Nous survivons ici grâce à l'aide de la Mairie, mais après, qu'est-ce qu'on va faire ? Combien de temps va-t-on rester ici quand le climat aura empiré ? Ceux qui soutiennent le couvre-feu doivent trouver une solution. Ça fait des jours qu'ils rasent des bâtiments qui tenaient encore debout. Nous avons résolu le problème de l'eau et de l'électricité dans le campement. Maintenant on peut aussi faire du pain. C'est notre terre ici, nous n'allons pas partir. Si c'est ça l'idée, ils peuvent l'oublier.* »

Ayşe Çetin : « *Mon mari n'a pas pu travailler depuis des mois. Nous n'avons plus rien. Mes enfants sont affecté.e.s psychologiquement. […] Pourquoi les maisons qui ne sont pas abîmées sont détruites ? Malgré eux, nous n'allons pas abandonner ce lieu. Les nuits sont très froides maintenant, nous avons besoin de meilleures tentes. En hiver la situation va être encore pire ici, nous avons besoin d'une solution maintenant.* »

Semra Kara : « *Notre maison a été démolie, nous n'avons pas d'autre lieu où aller. On entend que l'État va confisquer nos terres. Nous allons y reconstruire notre maison. Maintenant les enfants ont froid lorsqu'ils prennent une douche. Si le couvre-feu est levé, nous allons y retourner et nous y réinstaller. Ils ont rasé Şırnak, nous l'avons vu de loin. Mais on ne va pas leur laisser nos terres.* »

Source

ANF - Traduction : Merhaba Hevalno

GUERRE DÉCLARÉE À SUR : SIÈGE, COUVRE-FEU, DESTRUCTION, EXPROPRIATION, CONFISCATION DE L'ADMINISTRATION !

***« L'histoire millénaire et les maisons des habitant.e.s de Sur ont été bombardées par les tanks et l'artillerie ; après le siège, elles ont été détruites, et maintenant c'est l'administration qui est confisquée par l'État. »* (JINHA)**

Dans chaque numéro de *Merhaba Hevalno*, nous avons suivi les infos de Sur. Pour les nouvelles lectrices et lecteurs, voici quelques extraits tirés de trois articles de l'agence de presse des femmes JINHA, qui résument la guerre déclarée à Sur (centre-ville historique de Amed/Diyarbakır, capitale du Bakur).

En août dernier, les habitant.e.s de Sur ont déclaré "l'auto-gouvernance", depuis la ville a été assiégée 6 fois, et à chaque fois attaquée par les forces de l'État. Bien que Sur soit considérée "patrimoine mondial" par l'UNESCO, cette institution n'a rien fait pour arrêter la destruction des monuments historiques infligée par les tirs d'artillerie lourde des forces de police et de l'armée turques. Le directeur du Barreau d'Avocats, Tahir Elçi, a été assassiné fin novembre 2015 lors d'une conférence de presse pendant laquelle il dénonçait la destruction de la Mosquée des 4 Minarets (monument historique). Alors que des milliers de personnes ont pris les rues de Diyarbakır pour dénoncer ce massacre, le plus long "couvre-feu" a été déclaré le 2 décembre ; celui-ci est toujours en place, après 300 jours.

Après une résistance acharnée des habitant.e.s puis des jeunes combattant.e.s pendant plus de 100 jours de bombardements (y compris depuis des hélicoptères), "l'opération" a été déclarée "terminée" le 9 mars 2016. Résultats des attaques : des milliers de déplacements forcés, des centaines de blessé.e.s, des dizaines de morts, les maisons et les commerces détruits, les monuments historiques détruits ou endommagés, des tags racistes et misogynes laissés par les forces d'occupation partout dans les quartiers.

Ensuite, après la levée partielle du couvre-feu, le gouvernement a ordonné "l'expropriation urgente" dans 6 quartiers de Sur, et a envoyé les bulldozers pour raser ces quartiers. La police a installé des commissariats et des *check-points* dans chaque rue ; les habitant.e.s subissent encore régulièrement du harcèlement, des insultes et des tabassages par les forces de l'État.

Le 11 septembre dernier, c'est l'auto-administration de la ville qui a été attaquée : après une descente de police à la mairie de Sur, les élu.e.s ont été démi.e.s de leurs fonctions et remplacé.e.s par un cabinet nommé par le gouvernement.

JINHA s'est entretenue avec Remziye Duruk, une femme de 64 ans, habitante de Sur qui est restée dans sa maison pendant toute la période de bombardements. *« J'ai protégé ma maison à Sur ; je n'ai pas quitté ma maison pendant le couvre-feu. Je n'ai nulle part où aller à part Sur. [...] Des milliers de personnes ont vécu pendant des mois, comme moi, sous le bruit des bombes. Et ils ne nous laissent toujours pas en paix ! En un an, j'ai vécu énormément de choses que je n'avais jamais vu pendant mes 60 ans de vie. Comment puis-je oublier ces jours ? Qui peut oublier cette résistance ? Personne ne peut oublier ces jeunes. Ils essayent d'effacer les traces de cette résistance en rasant les quartiers ; mais la résistance ne sera pas oubliée même après des milliers d'années. »*

Source

Merhaba Hevalno, à partir d'articles de JINHA

NETTOYAGE ETHNIQUE ET POLITIQUE DANS L'ÉDUCATION (source : Jinha)

- Plus de 28.000 profs, dont environ 11.500 profs kurdes (4.500 à Amed), ont été destitué.e.s, accusé.e.s d'avoir « soutenu une organisation illégale » ; cette accusation fait référence à la grève des profs organisée pour protester contre la guerre au Bakur, et à laquelle des milliers de profs ont participé.

- À Amed, à l'occasion de la rentrée scolaire, une manifestation a été organisée par les profs et des lycéen.e.s. Le surlendemain, des descentes policières dans les maisons des profs ont abouti à l'arrestation de 25 profs, dont 7 sont depuis en prison, les 17 autres ayant été liberé.e.s sous contrôle judiciaire. À Diclekent, une chaîne humaine a été organisée le 24 septembre ; encore 17 profs arrêté.e.s, puis 16 autres lors de perquisitions le lendemain. Désormais, des véhicules blindés sont postés devant certaines écoles, couvertes de drapeaux turcs.

- En revanche, à Dersim, 419 des 504 profs qui avaient été suspendu.e.s de leurs fonctions ont pu retourner à l'école.

- 4 profs sont passe.é.s devant la justice à Amed pour s'être pris.e.s en photo devant une image de Leyla Saylemez, Sakine Cansiz et Fidan Dogan, militantes kurdes assassinées à Paris en 2013.

- L'école primaire Ferzad Kermanger, située à Amed, a été la première école proposant aux enfants kurdes une éducation dans leur langue maternelle. Le 10 octobre, elle a été fermée et ses portes ont été scellées, sous prétexte de « fourniture d'une éducation non-conforme aux législations et régulations de l'éducation nationale ».

- Fahriye Adsay, écrivaine et traductrice kurde, a été arrêtée lors d'une perquisition chez elle fin septembre. Elle était professeure d'anglais avant d'être destituée lors de la purge un mois avant son arrestation. Adsay est aussi éditrice et une figure culturelle de la société en Turquie.

NUSAYBIN RASÉE : IL NE RESTE QUE LA MOSQUÉE !

L'ÉQUIPE DE LA TÉLÉ KURDE IMC-TV LORS DU RAID DE LA POLICE TURQUE...

FERMETURE DES MÉDIAS ET «GÉNOCIDE POLITIQUE»

Dans le dernier numéro, nous avons longuement parlé des vagues de violence et de censure poussées encore plus loin après la tentative de coup d'état du mois de juillet : des milliers d'arrestations, des lynchages publics, la purge de fonctionnaires, et la liste continue de s'allonger. Malheureusement, la situation politique n'a pas l'air d'avoir beaucoup changé depuis septembre. Alors que la guerre menée au Bakur par l'état turc depuis l'été dernier a pour but l'annihilation du mouvement révolutionnaire kurde, les déchaînements de violence politique et sociale depuis mi-juillet touchent désormais une plus grosse partie du territoire et de la population. En ce qui concerne le sujet de cet article –la fermeture des médias d'opposition et les arrestations de journalistes– nous pouvons effectivement parler d'un véritable "génocide politique" en cours actuellement en Turquie (pour reprendre l'expression souvent employée par le mouvement kurde).

Le 27 septembre, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil Suprême de la Radio et de la Télévision (RTÜK), un décret a été voté proclamant la fermeture d'une vingtaine de radios ainsi que de chaînes de télévision liées, directement ou pas, à la résistance politique. Voici un extrait du décret : « *La commission a décidé de fermer les institutions […] appartenant ou ayant des liens financiers ou autres avec des structures, des initiatives, des groupes ou des organisations terroristes constituant une menace pour la sécurité nationale […]* ».

Dans la semaine qui a suivi, la police a lancé une véritable chasse aux journalistes partout dans le pays. Alors qu'une telle répression n'a rien de nouveau, la rapidité avec laquelle les forces répressives de l'état ont agi, et le nombre d'organes de presses qui ont été fermés dans un laps de temps extrêmement court ne peut être qu'effrayant : 12 chaînes de télé ainsi que 11 stations radio ont été supprimées en une semaine. Combien de chaînes restent-ils qui ne soient pas contrôlées directement par le gouvernement ?... Parmi celles qui viennent d'être interdites : *Hayatin Sesi*, qui avait déjà subi une fermeture en juin 2013 suite à ses émissions sur les mouvements de protestations en Turquie à ce moment-là ; *Zarok TV*, basée à Amed, qui propose des émissions éducatives et des dessins animés pour les enfants kurdes, en langue kurmandji ; *Azadi TV* qui émet une programmation pour la population alévie ; *Jiyan TV*, chaîne de culture et de musique kurdes ; ou encore *Hayat TV*, qui se concentre sur les conditions de travail et la lutte des travailleurs et travailleuses en Turquie.

Et cette chasse aux sorcières menée par Erdoğan va au-delà des frontières de la Turquie : le 3 octobre, le groupe français Eutelsat a censuré la diffusion de la chaîne de télévision kurde *Med Nûçe*, ainsi que de *Newroz TV*, cette dernière étant une des seules chaînes à proposer des émissions sur les actualités au Rojhilat (Kurdistan Iranien). Vous pouvez lire à ce propos, dans la rubrique "Europe" de ce mensuel, quelques extraits du communiqué des travailleurs et travailleuses de Med Nûçe.

Quelques jours après cette première vague de répression ciblant surtout les médias télévisuels, ce fut le tour des presses écrites et radiophoniques. Entre le 30 septembre et le 4 octobre, 11 stations de radios ont été fermées, et les salarié.e.s de certaines d'entre elles ont été arrêté.e.s lors des perquisitions. Le 4 octobre, les locaux d'*Özgür Radyo* ont été perquisitionnés puis mis sous scellé par la police. Selon un article sur ANF, « *Lorsque les membres de la direction [d'Özgür Radyo] ont refusé d'ouvrir la porte et se sont obstiné.e.s à continuer d'émettre, les forces de l'ordre ont alors coupé la circulation des routes aux alentours. Les*

policiers ont ensuite défoncé la porte pour rentrer dans les locaux. Les salarié.e.s ainsi que des journalistes qui filmaient la perquisition ont été tabassé.e.s puis emmené.e.s en garde-à-vue. » Une autre station radio, *Rengîn Radio*, connu pour ses émissions en kurde, turc et arabe a été fermée le même jour.

Des médias écrits ont aussi été fortement ciblés. Le cas le plus célèbre est celui du plus grand quotidien kurde en Turquie, *Özgür Gündem*, dont on a parlé dans le dernier numéro. Mais ce journal n'est pas un cas isolé : les locaux de l'agence de presse pro-kurde *DIHA* ont été perquisitionnées puis mis sous scellé par la police ; il s'agissait alors de sa 46ème interdiction depuis juillet 2015. La chasse aux journalistes continue partout dans le pays. Filiz Zeyrek, journaliste pour l'agence de presse féminine *JINHA* (voir MH numéro 4), est repassée devant la justice pour avoir « *publié de la propagande pour une organisation terroriste* » et pour « *participation à une manifestation* » en 2013. Elle a été condamnée à 15 mois de prison ferme.

Malgré les fermetures, la résistance continue.

L'acharnement de l'état turc n'a pas l'air de réussir à anéantir la résistance populaire face à la montée du fascisme et des mesures répressives. Voici un extrait de la déclaration collective faite par des femmes de l'Union de Communication des Femmes Kurdes (Kürdistan Kadınları İletişim Birliği), à l'occasion de la journée nationale des femmes kurdes journalistes, qui a lieu le 7 octobre de chaque année : « *Les femmes kurdes continueront à dire la vérité […] Nous ne sommes pas opprimées seulement parce qu'on est Kurdes, mais aussi parce qu'on est des femmes. Mais tout le monde devrait savoir que, tant que les femmes resteront debout, notre société ne courbera jamais l'échine.* »

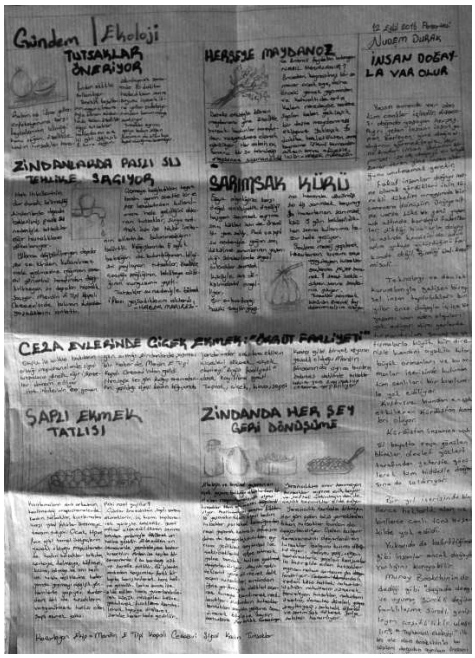
Au moment de la rédaction de cet article, plusieurs veillées sont actuellement en cours devant les locaux de plusieurs agences de presse. Devant les locaux de *TV10* à Istanbul, ce sont les représentant.e.s de la communauté alévie qui, par leur présence, empêchent les policiers de sceller les portes. À Van, ce sont les salarié.e.s de *TV Van* ainsi que de *Doğu Radyo* qui tiennent une veillée devant le bâtiment où sont situés les locaux de ces deux agences de presses désormais fermées. Dans un texte revendicatif, on pouvait lire : « *Peut-être qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas être la voix du peuple ; mais ne vous inquiétez pas, ce n'est qu'une virgule momentanée. Nous reviendrons.* » Des femmes de Van ont aussi lancé une campagne de boycott contre les chaînes de télévision étatiques : « *Ça fait des années que la politique imposée par l'état cherche à nous faire oublier notre culture. Ces chaînes étaient une source de joie pour nous. On y voyait nos montagnes, nos hauts-plateaux, nos villages. Croient-ils vraiment qu'ils puissent faire taire notre langue en faisant taire nos chaînes de télévisions ? Nous menons une lutte depuis maintenant des années, et nous continuerons à la mener.* »

Mais l'acte de résistance le plus spectaculaire et impressionnant est sûrement la publication d'un numéro du journal *Özgür Gündem*, rédigé entièrement par les prisonnières politiques solidaires enfermées dans la prison de Mardin. Voici un extrait de l'article "Özgür Gündem manuscrit édité depuis la prison des femmes" publié sur kedistan.net :

> Des manchettes, aux numéros de pages, ce numéro d'Özgür Gündem 'spécial geôle', comporte huit pages, et plusieurs articles. Avec ses chapitres 'politique', 'actualité', 'art et culture' et 'écologie', et sa page en kurde, le journal porte la sueur, le soin et surtout la détermination des détenues qui ont œuvré ensemble.
> Sur la Une vous pouvez voir les manchettes *"Selon l'État, être de Nusaybin est une trahison à la Patrie !"*, et *"Les détenues politiques, en résistance pour Öcalan"*.
> Les infos sont de réelles infos tirées de l'actualité, plusieurs articles sont sur les femmes détenues, les pressions qu'elles subissent, et les violations des droits en prison. Nudem Durak, Roj Çem Partizan, Merge Polat, Öznur Değer, Diljin Dinç ont écrit pour ce numéro. Les articles sont également illustrés. Nos lectrices et lecteurs y reconnaîtront la plume de Zehra Dogan, en prison depuis le 21 juillet. »
> Nous qui éditons cette revue depuis notre confort relatif privilégié, nous ne pouvons qu'être impressionné.es par la volonté de celles et ceux qui, depuis leurs villes, quartiers ou villages assiégés, depuis leurs locaux menacés de violence et de fermeture, ou depuis leurs cellules de prisons, continuent coûte que coûte à faire sortir les histoires, les témoignages et les cris de résistance et de solidarité. Nous réaffirmons notre solidarité avec les multiples formes de résistance à la fascisation du gouvernement turc, et notre volonté de transmettre ces cris de résistance et de solidarité à ceux et celles qui s'y intéressent ici en Europe.

Source et traduction

Merhaba Hevalno, à partir d'articles de JINHA et de Kedistan



au Bakûr (bis) :

GUERRE AU BAKUR ET "COUVRE-FEUX" [Jinha & anf] :

◆ Amed : début octobre, de nouveaux « couvre-feux » dans 10 villages des districts de Dicle et Hani, ainsi que dans 3 villages du district de Çukurca. L'aviation turque a bombardé les alentours du village de Çobansuyu (district de Bitlis) ; une femme est morte après avoir été touchée par des éclats pendant qu'elle travaillait dans son verger. Des bombardements également dans le district de Lice sur des villages et sur les collines au-dessus du village d'Ergin, où l'armée turque a brûlé les forêts pour ensuite commencer la construction d'un avant-poste militaire. Des soldats y ont aussi mis le feu à un cimetière ; le lendemain, des attaques ont été menées contre les positions de l'armée ; plusieurs soldats y ont trouvé la mort.

◆ Şırnak : les engins de chantier, protégés par l'armée, continuent à détruire des maisons, malgré une déclaration de l'état au mois de juin annonçant la fin du couvre-feu. Dans cette même ville, des affrontements ont eu lieu devant la prison entre les forces YPS/YPS-Jin et des soldats.

◆ Cizre et Silopi : l'armée creuse des tranchées aux points d'entrée et de sortie des deux villes. L'aviation turque bombarde des zones autour des villages de Sefine et de Geliyê sur le mont Cudi (cette montagne, située près de Cizre, est considérée dans les traditions bibliques et coraniques comme étant un des endroits où l'arche de Noé s'est probablement arrêtée après le déluge).

◆ Ağrı : la pression continue également dans les montagnes de Tendürek (près du Mont Ararat). Plus récemment, le 12 octobre, un couvre-feu a été déclaré pour 5 villages de Tatvan (district de Bitlis).

◆ Dersim : Le gouvernorat de Dersim a déclaré la création de 31 « zones de sécurité militaires temporaires » dans la ville. L'accès à ces endroits sera désormais entièrement interdit jusqu'à mars 2017.

◆◆◆◆◆◆

ŞIRNAK : 90 % des habitant.es ont dû fuir la ville pendant le siège de l'armée, 12 quartiers ont été complètement rasés, ce qui équivaut à environ 60 % de la ville. 10.000 personnes se sont réfugié.es dans des campements sur les collines autour. La mairie de Şırnak, le GABB et l'Association Solidairté Rojava ont travaillé dans un projet commun pour construire 400 maisons à 2 étages ; les travaux ont démarré, mais le gouvernorat de Şırnak et le gouvernement menacent de les détruire. [ANF]

◆◆◆◆◆◆

SUR (Amed) : Après les 103 jours de résistance de Sur, l'opération militaire a été déclaré terminé, mais le couvre-feu et l'occupation policière continuent ; les flics tabassent régulièrement des jeunes dans les rues. Ces derniers temps, des habitant.e.s de Sur se plaignent de la présence de groupes de gens qui rôdent dans les rues, distribuant de la drogue aux jeunes, avec la complicité des flics. [Jinha] Rappelons que les groupes d'autodéfense étaient nés dans les quartiers comme moyen de se débarrasser du deal injecté par le gouvernement. Encore un exemple de la politique bien connue d'introduction de drogues dans les communautés pour tenter de casser la résistance.

◆◆◆◆◆◆

GUÉRILLAS : Alors que la guerre continue au Bakur, les guérillas continuent à mener des actions : affrontements armés, embuscades, attaques à la voiture piégée contre des casernes, check-points militaires, sabotage de construction de route d'apprivoisement de l'armée turque, ont eu lieu dans plus de 20 villes, villages ou districts différents. À Çukurca, des affrontements ont duré 3 jours ; plus de 70 soldats et 7 combattant.e.s y ont trouvé la mort. Dans cette même région, un hélicoptère s'apprêtant à larguer des soldats a été abîmé, obligé de faire demi tour. À Istanbul, le TAK a revendiqué une attaque contre un commissariat. Les attaques de l'armée turque continuent dans les montagnes de Qandil (au Başur) contre les bases de la guérilla ; cette dernière a réussi à descendre un avion de chasse F-16. [ANF]

◆◆◆◆◆◆

HURSIT KÜTLER RÉAPPARU : Hurşit Külter, administrateur du DBP de Şırnak, avait disparu fin mai après avoir été arrêté par la police. Après plusieurs mois de campagne pour réclamer sa liberté, Hurşit est enfin réapparu. Il s'était en fait mis au vert ces derniers mois, après 13 jours de détention dans un sous-sol, où il a été torturé physiquement et psychologiquement, afin de le forcer à devenir indic et à faire des déclarations à l'encontre de la résistance auto-organisée. Lors d'un transfert, il avait réussi à s'enfuir, puis il était resté caché pendant 40 jours dans des bâtiments abandonnés de la ville. Il est finalement tombé sur des combattant.e.s qui l'ont aidé à sortir de la ville, et après 2 mois de voyage il a atteint Kirkuk (Başur, Kurdistan irakien). Les agents des forces spéciales qui le tenaient prisonnier parlaient souvent de l'exécuter, mais il les a aussi entendu changer d'avis en parlant de la mobilisation qui s'était mise en place. [Jinha]

◆◆◆◆◆◆

GÉNOCIDE POLITIQUE : Les arrestations et emprisonnements des administrateurs des partis DBP et HDP continuent au rythme effréné des derniers mois. De nombreuses femmes du KJA (Congrès des Femmes Libres) ont aussi été ciblées. [Jinha et ANF]

ADMINISTRATEURS.TRICES du DBP, HDP, et FEMMES du KJA

◆ Hafize Ipek, co-présidente du DBP régional de Amed, condamnée à plus de 18 mois de prison et une amende de 6.000 lires (environ 2000 euros) pour ses discours contre le siège de Sur et sa prise de parole lors de la commémoration de l'assassinat à Paris des trois femmes kurdes (dont la très célèbre Sakine Cansiz).

◆ Zübeyde Zümrüt, membre de la coordination régionale du KJA, a été libérée après une audience au tribunal. Elle était en prison depuis le 6 mai ; son procès n'a toujours pas terminé. De même, Kamuran Yüksek, co-président DBP, emprisonné depuis 6 mois, a été libéré après sa 1ère audience.

◆ Sarya Ölmez, membre du KJA, a été arrêtée à l'entrée de Nusaybin, alors qu'elle se rendait de Amed à Cizre. Une autre membre du KJA, Zeynep Altınkaynak, a été arrêtée chez elle à Amed.

◆ Birsen Kaya, co-présidente du HDP d'Ankara, a été arrêtée lorsqu'elle attendait dans le jardin du tribunal de Tokat ; pas d'autres nouvelles publiées.

◆ À İpekyolu (province de Van), 7 personnes ont été arrêtées lors de perquisitions, elles ont été battues et leurs familles insultées.

CO-MAIRES.SES

◆ Zilan Aldatmaz, co-mairesse de Saray (province de Van), a été emprisonnée, après 10 jours de garde-à-vue.

◆ Tülay Karaca, co-mairesse de Tekman (province d'Erzurum), et des membres du conseil municipal, ont été emprisonnées, après 16 jours de garde-à-vue.

◆ Leyla İmret, co-mairesse de Cizre et 4 autres personnes du HDP ou DBP ont été libérées par le tribunal en attente de leur procès.

◆ Suite à la confiscation par l'État de la mairie de Karakoçan (province de Elazığ), les co-maires.ses ont été emprisonné.es, accusé.es de fraude ; les 11 autres personnes arrêtées à la mairie ont été relâchées sous contrôle judiciaire.

◆ Zülfiye Kişmir, co-mairesse de Dicle (Amed) a été arrêtée lorsqu'elle s'est rendue au commissariat pour pointer dans le cadre de son contrôle judiciaire.

RAFLES et PERQUISITIONS des BUREAUX DBP et HDP

◆ Batman : plus de 80 personnes politiques ont été arrêtées dans des perquisitions de domicile. Parmi elles, un administrateur DBP qui avait participé à la grève de la faim de 8 jours en demande de communication avec le leader du PKK, Öcalan.

◆ Province de Amed : 55 hommes et femmes politiques du HDP ou du DBP arrêté.es à leur domcile. 2 jours après, les

bureaux du HDP et du BDP ont été perquisitionnés ; des livres, des ordinateurs, et beaucoup de documents ont été confisqués, y compris le long rapport sur les affrontements à Sur.

◆ Bitlis : le même jour qu'à Amed, des perquisitions ont aussi eu lieu.

◆ Province de Van : la police a perquisitionné les bureaux du HDP et du DBP, ainsi que de nombreux domiciles, arrêtant le co-président du DBP de Van et 48 autres femmes et hommes politiques. La police détient une liste de 70 personnes recherchées dans la province.

◆◆◆◆◆◆

◆ **Saniye Etki**, une femme de 76 ans, a été libérée après avoir été emprisonnée pour avoir refusé de donner de l'eau et de la nourriture aux soldats turcs lors de leur passage dans le village de Helhel, près d'Amed. Saniye Etki avait déjà été obligée de fuir sa maison à Sur lors des attaques de l'armée turque ; sa maison, comme beaucoup d'autres, n'existe plus. [Jinha]

◆ **ABUS sur MINEURE en GAV :** Un article publié dans le journal Özgür Gündem rédigé depuis la prison de femmes à Mardin, raconte l'histoire d'une fille de 12 ans, arrêtée avec sa mère lors d'une perquisition chez elles, qui a été agressée sexuellement par les flics lors de la garde-à-vue. [Jinha]

◆ **"SORCIÈRES DU CAMPUS" :** Ces groupes de femmes qui organisent des ateliers d'auto-défense pour les étudiantes des campus universitaires des principales villes de Turquie, ont inauguré un nouveau groupe à l'université Mustafa Kemal à Hatay, dans le sud-ouest du pays. Voici une citation d'une des formatrices : « *La montée de la violence faite aux femmes, que ce soit dans les rues ou dans les maisons, nous montre la pertinence des pratiques d'auto-défense. Nos cours, que nous comptons propager partout en Turquie, sont offerts en solidarité avec les femmes et pour éviter qu'il y ait encore des femmes qui se fassent tuer.* » [Jinha]

◆◆◆◆◆◆

SOLIDARITÉ entre FEMMES [Jinha] :

◆ Sur (Amed) : les femmes du KJA ont préparé des conserves et des légumes séchés à l'Académie des Femmes de Sur en vue de l'arrivée de l'hiver, en solidarité avec les femmes et les familles des villes auto-gouvernées qui ont été détruites par l'armée turque. Les légumes ont été offerts par des marchands de Diyarbakir. La campagne lancée par le KJA vise à récupérer des tentes, des couvertures et de la nourriture.

◆ Artuklu (Mardin) : les femmes ont lancé un programme d'un mois pour soutenir un millier de familles de Nusaybin, en travaillant avec les membres de l'ancien conseil municipal d'auto-gouvernance qui a été destitué par le gouvernement. Beaucoup de familles de Nusaybin ont perdu leur maison pendant les 134 jours de «couvre-feu», et se sont installées dans des tentes, des sous-sols, ou dans les villages autour, afin de ne pas quitter leur terre. Les femmes d'Artuklu ont fait des conserves à partir de 1 tonne de tomates et de poivrons qu'elles ont rassemblé avec l'argent qu'elles ont mis en commun.

◆ Mardin : ce sont des femmes arabes, kurdes, turques et assyriennes qui ont été elles-mêmes victimes de la guerre, qui se sont rassemblées pour faire des conserves en solidarité avec les déplacé.e.s de Nusaybin. Beaucoup d'entre elles avaient migré depuis la Syrie à cause des politiques de guerre et de déplacement forcé des années 1990.

◆◆◆◆◆◆

THÉÂTRE en PRISON : Des prisonnières de la Prison Fermée pour Femmes de Gebze ont formé, il y a un an, un groupe de théâtre. Malgré la précarité dans la prison, elles ont réussi à fabriquer les costumes, les accessoires et le décor. Meral témoigne : « J'ai pensé qu'on pouvait faire ça en prison, en voyant que les travaux des femmes continuaient à l'extérieur malgré la guerre. En tant que mère, je sens ce processus très profondément. Les mères transforment leur douleur en résistance, à l'extérieur. Nous pouvons être créatives comme elles. Les pièces que nous jouons montrent cette résistance. » [Jinha]

◆◆◆◆◆◆

TRAVAUX AGRICOLES COLLECTIFS des FEMMES [Jinha] :

◆ À l'approche de l'automne, les jeunes femmes et les anciennes se retrouvent pour la récolte du raisin et pour préparer les mélasses, les pulpes, les pâtes et autres produits issus du jus de raisin, en passant l'héritage culturel entre les générations. Le jus de raisin est bouilli sur un feu de bois ; la mélasse est ensuite mélangée à de la farine et posée sur des tissus blancs au soleil pour en faire des pâtes de raisin. En même temps, les jeunes concassent des noix pour les rajouter à la mélasse et en faire des pâtisseries. Dans les villages où il y a des vignes, pratiquement toutes les familles en ont. Les produits faits à partir des raisins sont partagés avec leurs proches en ville, et le surplus est vendu sur le marché lorsque la récolte est bonne.

◆ Dans la région de Serhat (Van), le froid arrive ; les femmes préparent des produits pour conserver les récoltes de l'été tout au long de l'hiver. Par exemple, à Edremit, elles ont fait sécher des abricots et des pommes, et préparé des mélasses d'abricots et de prunes.

◆ Le "Verger Naturel" est un projet mis en place par l'Assemblée des Femmes de la Mairie de Dersim. L'idée est de cultiver le verger de façon écologique pour une production collective qui est redistribuée parmi les personnes âgées et celles en difficultés. Le travail est bénévole, l'objectif est de créer un espace sans argent, et bientôt une coopérative. Les habitant.e.s de Dersim ont commencé à rassembler des graines pour en faire une bourse de semences. Une des personnes actives témoigne : « *Au lancement du projet nous avons eu des problèmes avec la mentalité masculine. Les hommes nous disaient que les femmes ne pourraient pas faire ça. Mais les femmes les ont déçu. Nous avons réussi à mettre en place tout ça et nous continuons à avancer.* »

◆ Dans le village de Şahinler (district de Birecik, dans la province de Urfa), les femmes qui louent des terrains et y font pousser des légumes insistent sur la dimension collective du travail. Elles cultivent, de façon écologique, de l'ail, des poivrons, des aubergines, des tomates, des concombres, des oignons, du persil et de la menthe. D'abord les récoltes ont comblé leurs besoins en légumes, et elles ont pu en vendre une partie sur les marchés.

◆ Dans le quartier Hacıbekir de İpekyolu (province de Van), les femmes se rassemblent pour préparer le "Kadesor", la traditionnelle tarte kurde. Aysel explique qu'un des aspects les plus importants qui rend le Kadesor délicieux c'est la conversation des femmes autour du tandoor. Elle raconte qu'elles se lèvent tôt le matin et pétrissent la pâte ; ensuite certaines d'entre elles façonnent la pâte et l'étalent sur des tables en bois, puis d'autres rajoutent la farce (patates, noix, tomates, ou fromage), et enfin d'autres cuisinent les tartes sur le tandoor. Aysel explique aussi qu'elles se retrouvent dans le quartier, ayant dû quitter leurs villages : « *En tant que femmes, nous allons garder notre tradition vivante en la transmettant à nos filles malgré les politiques de déplacement de l'État* ».

◆ Les "Jardins de Hevser" sont les 700 hectares de terre fertile entre les rives du Tigre et la Forteresse de Diyarbakir (à l'intérieur des murailles se retrouvent les quartiers de Sur). Ces jardins étaient menacés par des plans d'urbanisation du gouvernement mais la lutte des habitant.e.s a abouti à une certaine protection par l'UNESCO qui les a inclus en 2013 dans sa liste de patrimoine mondial. Ces jardins produisent des tonnes de fruits et légumes pour toute la région. Les femmes qui y travaillent passent leurs journées toutes ensemble dans les champs, et travaillent dur tout en chantant des chants kurdes.

ENTRETIEN AVEC UNE CAMARADE PARTIE AU ROJAVA

◆◆◆ suite de la p. 1

cru voir les limites à un niveau local, peut fonctionner à une telle échelle ? Et sans perdre de sa cohérence ?
L'autre chose c'était qu'ils disaient que les gens de Rojava poussaient chacun.e à être politisé.es. Non pas en prenant parti pour un parti politique, mais en participant au développement de leur localité et en se cultivant pour se former leur propre opinion. Cette info me faisait déjà tracer une perspective entre leurs ambitions et celle de nos politiciens et citoyens. Bref, je me suis mise à chercher plus d'info. Internet, centres culturels kurdes, meetings, mais rien à faire, personne n'avait la moindre idée de ce qui se passait vraiment ici. ISIS, le front, la guerre, le sang, oui, ça j'ai vu, mais il n'y avait rien sur les mouvements sociaux, même le nom de Rojava ne sortait pas souvent. Même Graeberg, en fait, il avait eu un tour guidé du [parti] PYD pendant 10 jours et il était revenu fissa fissa dans son appart à Londres. Il avait fait un très bon travail de présentation, mais c'était sûrement pas un travail d'anthropologue. J'étais vexée, comment ça ce faisait qu'il y avait quelque chose d'aussi énorme, et que personne ne sache rien à ce sujet ? Ça ne semblait pas non plus affoler mes camarades anarchistes, ce qui m'exaspérait encore plus. Et puis je me suis demandée ce qu'on avait réalisé en tant que mouvement ces dernières années... sans trouver de réponse précise. Rojava tel que je l'avais compris remettait en question non seulement la société dans laquelle on vit mais aussi notre implication dans celle-ci ou plutôt notre implication pour les idées qu'on défend. Je ne pouvais plus juste garder cette idée de révolution dans un coin de ma tête comme si c'était une belle photo des Caraïbes qu'on accrocherait au mur en pensant qu'on irait peut-être bien un jour mais sans jamais rien faire pour, de peur d'être désillusionnée par la réalité. Non, cette fois je voulais creuser plus loin, voir de mes propres yeux ce qui marche ou pas. Et puis si cette révolution était légitime, je pourrais apprendre et exporter ces savoirs.
Alors lorsqu'un ami est parti j'ai aussi décidé de prendre mon sac.
Je me souviens, 3 jours avant qu'il parte, nous avions vu la vidéo du pilote jordanien brûlé vivant par ISIS, et ça m'avait vraiment fait froid dans le dos. Même si j'avais pesé ma décision maintes et maintes fois, j'ai tout de même passé quelques nuits blanches avant de partir. Mais comme dirait l'autre, mieux vaut mourir debout, que vivre à genoux !

Quelles sont tes activités là-bas ?

Je réalise des vidéos sur la société civile dans Rojava que je publie sur Rojava-plan.com. Je passe l'essentiel de mon temps à apprendre le Kurmanji [langue kurde parlée au Rojava et au Bakur], à parler avec les gens, et à chercher à comprendre comment toutes les institutions et autres organismes s'organisent. J'ai rencontré majoritairement des Kurdes mais aussi des personnes de chacune des ethnies existantes au Jaziré : Assyrien.nes, Arménien.nes et Arabes.

Y a-t-il beaucoup de volontaires étranger.es ? Comment est-il possible de contribuer en tant qu'étranger.e (c'est-à-dire ne partageant ni culture ni langue communes) à la construction du mouvement populaire ?

Dans le YPG/J il y a pas mal d'étranger.e.s venant de toutes parts. Parmi eux, il y a peut être une dizaine de Français. Mais en ce qui concerne la société civile, il y a très peu de monde, et encore moins du monde qui reste sur du long terme. Il y a à peu près une dizaine d'Allemands, et à peine une poignée de gens du reste de l'Europe. Depuis un an que je suis ici, je n'ai pas vu un seul Français travailler

dans la société civile. Ça me fait me poser beaucoup de questions sur nos mouvements et en particulier les mouvements anarchistes. Est-on trop blasé.es ? Est-ce une question d'ego ? Ou un manque d'empathie ? Peu importe ce que c'est, à la fin il n'y a pas d'excuse au laisser-aller général.
Ce qui me bouffe le plus c'est que Daesh, de l'autre côté, haï par bien la moitié de la planète, réussit tout de même à attirer dans ses rangs et dès leur première année, plus de 20.000 jihadistes venus du monde entier. La réaction des gouvernements des US et d'Europe a été pitoyablement hésitante pendant plus de 4 ans et est vraiment dépassée en terme de contre-propagande. Si on regarde attentivement, on peut voir par ailleurs, que Daesh nous prouve que des groupes indépendants et bien organisés, avec une bonne propagande sont actuellement capables de challenger bien plus que personne ne l'eut imaginé avant, l'autorité centrale étatique.
En tant qu'étranger ou que Kurde à l'étranger, il y a plusieurs choses que vous pouvez faire :
— traduire des textes, des films, du kurde à une langue étrangère et vice et versa. Maintenant il y a trop peu d'info à propos de Rojava en francais. Et il y a trop peu d'infos accessibles en kurde. Commencer par traduire des wiki francais/kurde, remplir la page sur Rojava, et en langue kurde à propos des révolution(...naires) de ce monde, et de toutes les connaissances spécifiques, économie, justice, écologie, biologie, média, etc.
— les groupes de solidarité féminine devraient vraiment pointer le bout de leur nez ici. Les femmes fortes de Rojava c'est pas un mythe et c'est pas qu'au front. Développer nos connaissances et nos liens avec des groupes comme Yeketiya Star est primordial pour le développement de n'importe quel mouvement.
— aider à la construction de réseaux kurdes en Europe, pour qu'ils soient à même d'aider financièrement et médiatiquement les projets d'ici.
— soyez créatives, faites de la musique franco-kurde, mixez leur folklore au rap ou à l'électro ; faites des concerts de soutien, des soirée débats, faites des graffs avec "Rojava" dans vos rues, partout, faites des fringues "Rojava style". Il y a des tonnes de trucs à faire si on prend le temps d'y penser. Et bien sûr venez voir par vous-même ce qu'il en est !

Es-tu en lien avec le mouvement des femmes ? Quelles sont leurs projets actuellement ? Est-ce que des femmes non-kurdes (arabes, assyriennes, etc.) se sont rapprochées de ce mouvement ?

Oui bien sûr, le mouvement des femmes ici est très puissant et présent à tous les niveaux des institutions de Rojava. La plus grande organisation féminine civile est Yeketiya Star. Ce groupe a été récemment renommé Kongreya Star. Cette organisation peut s'apparenter à celle du TevDem, avec en son sein plusieurs branches, chacune dédiée à un champ particulier. Elle va opérer dans autant de domaines que le TevDem, tels que la justice, l'économie, la santé, l'éducation, à la différence que toutes ces institutions sont exclusivement féminines. Par exemple au niveau de la justice, le Kongreya Star s'occupe de tous les problèmes qui touchent les femmes tel que la violence conjugale ou les meurtres d'honneur. Les femmes, ainsi que la communauté toute entière, ont opté pour un système de justice restaurateur qui commence par résoudre le plus de conflits possibles, via consensus des 2 parties concernées, au niveau local. Wokfa Jin est un centre de réhabilitation au niveau de la santé. Cette organisation développe aussi un projet de village réservé aux femmes et enfants. Pour l'instant il n'existe encore que sur le papier, mais je suis vraiment excité à l'idée de le voir se mettre en place car toutes les étapes de construction seront réalisées apparemment par des femmes et si ça se fait vraiment comme ça, ça sera [peut être?] une première dans le Moyen-Orient de voir des femmes construire des maisons de A à Z, faire les liaisons électriques, la mécanique des voitures, etc., ou même travailler dans les magasins car même si elles sont présentes dans les institutions, les rues restent majoritairement masculines. Aussi je n'ai vu que 2 fois des femmes (des guérilléras des YPJ) conduire une voiture, et jamais vu de femme sur une moto. Il y a donc encore un fort contraste entre les traditions paternalistes présentes dans la société, et l'émergence de mouvements féministes qui petit à petit redonne confiance et de l'indépendance aux femmes.
Ce sont principalement les femmes kurdes qui participent dans tous les organismes de la société. Même si les femmes syriennes et arabes n'y sont pas autant présentes, elles y prennent de plus en plus part. Par exemple il y a une faction des YPJ qui est composée de femmes chrétiennes exclusivement. Plus généralement il y a Sutoro, une police chrétienne qui collabore avec les Assayish (police) pour sécuriser la ville. Les deux co-président.es du canton de Jaziré sont une femme chrétienne et un homme kurde. Il y a aussi des efforts faits pour présenter et expliquer ce système aux populations arabes des zones nouvellement libérées par les YPG. Ceci dit, la participation des femmes arabes dans quelconque organisme civil reste très faible car souvent très freinée par leurs maris, une culture différente des femmes y participant déjà, et un manque d'intérêt envers la prise en charge des problèmes et besoins en dehors de la famille.
Même si il y a encore beaucoup de progrès à faire au niveau de la participation égale des ethnies, je vois qu'il y a déjà eu un développement énorme depuis 5 ans, et des efforts faits à cet encontre, donc j'ai bon espoir que la situation s'améliore à ce niveau-là.

Peux-tu nous parler des "communes" (assemblées locales dans le quartier ou le village, desquelles émanent des commissions et des coopératives) ? Ont-elles une participation importante de la population ou restent-elles des espaces "militants" où seules les personnes les plus acharnées se retrouvent à porter tout le boulot d'organisation ?

Les communes (komun) sont présentes dans toutes les villes et villages du Rojava et dans le quartier Sheikh Maqsoud à Alep. Ce système n'est pas apparu de la dernière pluie, mais est plutôt le fruit des traditions familiales, tribales, et l'évolution du mouvement révolutionnaire kurde mené par Öcalan.
Il faut tout d'abord comprendre que la famille a un rôle très important dans cette société. Ici, à la différence de l'Europe, les gens ne vivent pas seul.es ou en coloc, il.les vivent dans je dirais 75 % des cas avec leur famille et autrement sur leur lieu de travail avec leurs collègues. Ici les familles sont grandes avec en moyenne 8 enfants. Donc souvent dans une maison il y a une ou 2 grand-mères, et la femme du frère ou la cousine avec leurs enfants. Car comme ça, les femmes s'entraident pour la garde des enfants. Bref, le style de vie communal a toujours été bien imprégné dans les mœurs d'ici et les réunions plus ou moins formelles où les ancien.nes ont un rôle de conseiller.es de village ou de quartier sont de longue tradition.
Le système des communes est donc plutôt une évolution démocratique qu'un système complètement nouveau. Il n'y

a pas de chiffres officiels mais de ce que j'en perçois, à peu près la moitié de la population participe dans les communes et autres institutions de l'auto-administration.
Les communes ont pour but l'auto-gestion des ressources et la résolution des problèmes au niveau local. Une commune représente à peu près 400 personnes. Tout le monde peut y prendre part mais il n'y a jamais une participation de l'entière population. En moyenne sur 400 personnes, de 30 à 70 y vont régulièrement. Le lieu où ces communes se rencontrent s'appelle Komingeh (lieu de la commune). Chaque commune élit 2 co-président.es qui coordonnent le travail et les ressources selon leurs besoins. Ils représentent aussi la commune au niveau du quartier (11 communes) et rencontrent les co-président.es des autres communes toutes les semaines dans la maison du peuple ou Mala Gel.
Les personnes qui se réunissent à la Mala Gel élisent à leur tour 2 co-président.es qui les représentent au niveau de la ville et puis au niveau du canton. Au sein de chaque commune il y a plusieurs comités tel que le comité de la sécurité, de la santé, du consensus (justice), de l'écologie, de l'économie, de la municipalité etc... Ces comités se coordonnent de la même manière que la commune jusqu'au niveau du canton. Ils sont formés selon les personnes présentes, leurs intérêts, leurs connaissances et les besoins de la commune. La plupart des participants font partie d'un comité mais certaines personnes viennent aussi juste pour parler et voir ce qui se passe.
Au début de la révolution, les milices se sont formées pour sécuriser le territoire et les communes pour s'auto-gérer au niveau de l'approvisionnement en nourriture et de l'organisation des funérailles. Lorsqu'un YPG/J mourrait, il fallait rapatrier le corps, le nettoyer, avertir la famille, et organiser les funérailles. Au fur et à mesure, les gens ont formé un comité spécial pour ça qui s'appelle : Malbata Shahid (la famille des morts au combat). Aujourd'hui ce comité soutient aussi les familles des martyr.es qui ne peuvent pas subvenir seuls à leurs besoins.
Parallèlement à ce système de commune, il y a aussi Mala Jin (la maison des femmes) qui fonctionne de la même manière avec plusieurs comités et des co-présidentes qui les représentent jusqu'au niveau du canton, à la différence que ce sont des organisations exclusivement féminines.

Quelle est la situation économique (au sens premier) des gens au Rojava, alors que la guerre continue ? La production étant largement tournée à ravitailler les combattant.e.s qui défendent les territoires libérés du Rojava (et qui continuent à grignoter du terrain sur les forces islamistes), et la région étant soumise à un embargo, il semblerait que la production locale et la contrebande suffisent tout juste à fournir les besoins de base.

La situation économique est vraiment instable car les peu de choses qui se produisent au sein de Rojava, sont créées en petite quantité et donc à un prix plus élevé que ceux des produits provenant du Kurdistan d'Irak ou de Damas. Donc la plupart des magasins importent au lieu d'acheter local. À cause de ça l'embargo a un effet immédiat et dramatique sur toute la région. 80 % de la population est pauvre. Ceci dit, grâce à une forte solidarité au sein des membres d'une même famille, tout le monde peut couvrir ses besoins de bases, sauf les produits spécifiques comme le lait en poudre, la viande ou les Doliprane.

Puis, la destruction de bâtiments, de quartiers, voire de villes entières (à Kobanê, seuls quelques bâtiments restent debout) ne doit pas aider à la situation du logement. On se demande si tout le monde arrive à trouver un logement...

Depuis que je suis à Rojava je n'ai vu que cinq sans-abris. J'ai vu des gens pauvres ou vivant dans des camps pour réfugié.es mais sans maison je ne crois pas en avoir rencontré.

Comment y parle-t-on de l'avenir du reste de la Syrie ?

Il.les espèrent que la Fédération [du Rojava / nord de la Syrie] leur donne plus de considération et de statut au niveau international. Il.les espèrent avoir tou.tes enfin une carte d'identité. Les Apoïstes [de Apo, surnom de Öcalan] veulent voire le système du TevDem s'appliquer à toute la Syrie.

au Rojava :

- **RECENSEMENT :** Une campagne de recensement de la population « Ez li vir im » (« Je suis ici ») a été mis en place au Rojava dans le cadre du système fédéral de Rojava - nord de la Syrie, et pour faciliter la possibilité d'élections dans l'avenir. Le Ministre de la Réconciliation du régime syrien a déclaré que ce recensement n'avait aucune légitimité. Le Centre d'Études Stratégiques de Rojava a répondu que le peuple du Rojava est le seul acteur autorisé à donner de la légitimité à cette campagne de recensement. Les bénévoles ont fait du porte à porte, en passant par chacune des maisons pour assurer la précision des résultats. Puis la campagne a aussi été lancée dans les camps de réfugié.e.s du canton de Jéziré, puis sera effectuée à Kobane et à Efrin. La Ligue des Femmes Libres mène, en collaboration avec cette campagne, une étude statistique sur les conditions économiques et sociales des réfugié.e.s, ainsi que sur les conditions particulières des femmes (mariages précoces, polygamie, souffrance par l'exil, etc.) afin de pouvoir développer des projets pour les femmes.

- **ATTENTAT à HASSAKE :** 30 personnes sont mortes le 2 octobre suite à une attaque kamikaze qui a eu lieu pendant un mariage. [Jinha]

- **ATTENTAT à MANBIJ :** Après avoir été obligés de reculer lors des affrontements avec les combattant.e.s du Conseil Militaire de Manbij, des membres de Daech ont commis un attentat-suicide dans le village de Al-Mashî ; 11 civil.e.s y sont mort.e.s et plusieurs dizaines blessé.e.s. [ANF]

- **GUÉRILLAS de MANBIJ :** Les formations militaires continuent à avoir lieu à Manbij. Le 2 octobre, la création de la "Brigade de la Libération de l'Euphrate" a été annoncée. Cette nouvelle brigade de 250 combattant.e.s agira sous l'égide du Conseil Militaire de Manbij. Ce dernier a aussi été renforcé récemment par la graduation de 154 personnes de l'académie militaire de Martyr Abu Leyla à Manbij. [ANF]

- **CAGES dans les RUES de MANBIJ :** Malgré la libération de la ville des mercenaires de l'EI en août dernier, les rues sont toujours pleines de traces des atrocités commises. Parmi ces traces,

les "cages punitives" métalliques, de 2 mètres de hauteur, qui sont posées dans les places, le long des routes et des rues principales de la ville. Les personnes punies par l'EI étaient enfermées dedans pendant 3 jours pour les humilier. Généralement lorsque quelqu'un été arrêté, il était condamnée, les gens se rassemblaient dans la place publique, les accusations étaient lues par le tribunal, leurs chefs d'inculpation et le verdict étaient accrochés sur leur poitrine, et ils étaient enfermés dans une cage. Quelques cages pour femmes étaient posées dans le siège de l'EI.

◆ **ARMÉE TURQUE au ROJAVA :** Dans un bilan publié par les YPG/YPJ, l'armée turque aurait mené 26 attaques contre le Rojava pendant le mois de septembre. Sur la frontière turco-syrienne, les soldats continuent d'assassiner des personnes cherchant à traverser, livrant souvent des survivant.e.s aux gangs d'Al-Nusra. Des villages autour de Kobané et Hasaké ont subi des attaques de l'armée turque, d'autres ont été livrés à cette dernière par Daech, comme ce fut le cas à Jarabalus le mois dernier (cf. MH 7). À propos de Jarabalus, les drapeaux de l'armée turque occupante y ont été hissés sur plusieurs bâtiments officiels, et certaines rues auraient été renommées avec des noms turcs. L'aviation turque a aussi bombardé le ville frontalière de Kahila. Dans un acte de trahison bien prévisible, les États-Unis auraient exigé la retraite des combattant.e.s YPG/YPJ posté.e.s sur la rive ouest de l'Euphrate. Une cinquantaine de villages ont été incendiés par l'armée turque dans son avancée dans la région frontalière entre Jarabalus et al-Rai ; des milliers de personnes ont été obligées de fuir leurs maisons. L'armée turque avance aussi dans la région de Shehba, zone stratégique a l'est d'Alep. [ekurd, ANF, kurdishquestion]

◆ **RÉFUGIÉ.E.S de JARABLUS :** Depuis les attaques de l'armée turque contre le Rojava, des milliers d'habitant.e.s ont été obligé.e.s de fuir les régions de Shehba et Jarabalus vers le canton d'Efrin, ce malgré le fait que ce dernier soit aussi entouré de forces ennemis. L'administration autonome d'Efrin a désormais mis en place deux camps pour accueillir les personnes déplacées. Des habitant.e.s de ces 2 camps ont lancé un appel urgent à l'aide, affirmant que « l'État turc empêche le passage de besoins vitaux tels que l'aide humanitaire ou le matériels médical, mais il ne se gêne jamais pour fournir des armes aux gangs de la région. » « Il est impératif que nous, réfugié.e.s, puissions avoir accès aux besoins vitaux : la nourriture, des tentes, des vêtements d'hiver et du matériel médical. » [ANF]

◆ **FORCES US :** Les forces armées américaines ont installé un centre de coordination à Gire Spi (Tel Abyad en arabe), zone contrôlée par les FDS (dont principalement les forces kurdes), dans le cadre des préparatifs pour reprendre Raqqa à l'État Islamique. Gire Spi est située à 90 km de Raqqa, dans une position très stratégique pour les forces kurdes syriennes parce qu'elle permettra de réunir les cantons kurdes de Kobane et Efrin. Ce QG américain s'est fait attaquer par l'armée turque récemment, déclenchant encore un scandale diplomatique.

◆ **L'HISTOIRE de FATMA :** Fatma Silêman, habitante de canton de Jéziré, s'est entretenue avec Jinha. Elle leur a confié l'histoire de sa vie. Mariée de force à 14 ans avec un homme de 75 ans, elle a vécu énormément de violences de la part de son mari. « *À l'époque je ne savais rien des organisations de femmes, je ne savais pas que je pouvais me défendre contre la violence. Je n'avais pas de solution, alors j'ai mis le feu à mon corps.* » Elle a été sauvée de cette tentative d'immolation. Elle a ensuite eu des enfants, qu'elle a élevé.es « *dans les larmes* ». Depuis la révolution du Rojava, elle est très active auprès des organisations de femmes. « *J'ai beaucoup souffert mais maintenant je me bats pour empêcher que d'autres femmes souffrent et que d'autres filles soient forcées au mariage.* » « *Les femmes sont vendues pour la dot, sous le nom de mariage.* » « *Maintenant les femmes peuvent décider sur leur vie. Aucune enfant ne sera forcée à se marier. Ceux qui forcent les enfants à se marier seront punis par la nouvelle loi. Je vais consacrer tout le reste de ma vie à la lutte des femmes. Avant nous ne pouvions pas lever la voix sur les injustices mais maintenant nous pouvons. Nous devrions nous organiser et prendre conscience.* »

◆ **CONTRAT SOCIAL :** Un texte équivalent à une Constitution, appelée "Contrat Social du Rojava", a été rédigé. Des tournées de présentation sont organisées pour informer la population.

◆ **MUSIQUE :** Le Conseil de la Culture et de l'Art du Canton de Cizîr (ou Jéziré en français) a fondé le premier orchestre pour enfants (d'entre 7 et 16 ans) du Rojava.

◆ **RÉOUVERTURE des ÉCOLES :** Depuis que la région de Shaddadi a été libérée de Daech en février dernier, le Comité pour l'Éducation a commencé à préparer l'ouverture des écoles. Cette année 2016-2017, les enfants vont retourner à l'école après 3 ans. Un professeur explique que « *Daech ne laissait pas les enfants aller à l'école et ils les éduquaient avec leurs propres livres, dans lesquels on pouvait trouver des phrases telles que "Sifyan aide son père pour détoner la bombe"* ».

◆◆◆◆◆◆

SOLIDARITÉ DEPUIS LE ROJAVA !

Soutenir la ZAD depuis le Rojava.

La CGT à Manbij !

Naissance d'une minorité kurde en Irak

Le résultat des inconséquences de la stratégie britannique

Le texte qui suit est la reproduction intégrale d'un article publié sur OrientXXI par Jean-Baptiste Begat, étudiant en histoire à l'École normale supérieure en échange cette année à l'université d'Oxford, il mène une recherche sur la question kurde en Irak pendant le mandat britannique.

Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, a annoncé la tenue d'un référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien, qui rappelle à quel point il était devenu naturel de considérer les Kurdes d'Irak comme une minorité. La Société des Nations (SDN) avait pourtant confié au Royaume-Uni le développement politique de la Mésopotamie mandataire vers l'indépendance en 1920, et les Kurdes s'étaient ainsi vus maintes fois assurés, par déclaration et traités, que leur soif d'autonomie serait épanchée. Comment, dès lors, expliquer l'évolution de leur statut, passé de peuple à part entière à celui de minorité ?

Sous l'empire ottoman, les Kurdes constituaient une population comme une autre, au même titre que les Arabes, les Druzes, les Assyriens, les Turcs, etc. Dans un empire, la notion de « minorité » n'avait guère de signification et le critère principal d'administration ottomane, de nature confessionnelle avec le système des *millets*[1], favorisait la majorité des Kurdes qui était sunnite. Au milieu du XIXe siècle, un essoufflement du pouvoir de Constantinople sur les marches mésopotamiennes de l'Empire, mesurable par la prise de pouvoir de plus en plus importante des élites locales au détriment de l'autorité centrale, se fit sentir. Pour y remédier, un esprit de réformes commença à dominer dans les années 1830, connu sous le nom de Tanzimat. Il avait pour effet de centraliser le pouvoir en nommant des fidèles à la Sublime Porte aux postes clés de gouvernance régionale en Mésopotamie, et visant à diminuer l'importance politique des chefs tribaux, les cheikhs. Une réelle centralisation du pouvoir s'ensuivit, s'appuyant sur l'autonomisation des individus au détriment des logiques tribales. Les Kurdes n'échappèrent pas à cette règle et si l'administration ottomane locale continua de s'appuyer sur le clientélisme tribal pour gouverner, la dynamique générale était bien celle d'un affaiblissement du localisme au profit de l'autorité centrale.

L'« INDIRECT RULE » DÉCIDÉE PAR LONDRES

En 1920, au moment où à San Remo il est décidé de placer l'Irak sous mandat britannique, une nouvelle théorie de gouvernance impériale fait fureur au Royaume-Uni : celle de l'« Indirect Rule ». Ce concept théorisé par Lord Frederick Lugard en 1922 consiste à administrer les colonies en s'appuyant directement sur les élites locales, se voulant ainsi respectueux des cultures indigènes et définissant pour but ultime l'intéressement des notables locaux aux intérêts britanniques. Empreints de cet esprit, les administrateurs britanniques prirent leurs postes de conseillers politiques sur le terrain en Irak au début des années 1920 en cherchant à tisser des relations cordiales avec les cheikhs locaux afin de s'assurer de la docilité des tribus qu'ils contrôlaient. À cette période, leur objectif était simplement d'assurer l'ordre au Kurdistan irakien en l'absence d'une stratégie bien définie à Londres pour l'avenir de cette région d'abord revendiquée par la France, puis par la Turquie kémaliste jusqu'en 1925.

Ils réussirent dans cette tâche grâce à leur connaissance de l'histoire kurde et des dialectes locaux (kurmanji et gorani). Mais en privilégiant à une stratégie diplomatique d'ensemble pour le Kurdistan irakien le jeu du clientélisme tribal prôné par l'Indirect Rule, les conseillers politiques britanniques défirent sans s'en rendre compte la dynamique de centralisation intégratrice mise en place de haute lutte par le Tanzimat. Ils ne firent en réalité que greffer sur une ancienne pratique de gouvernance par clientélisme une nouvelle théorie impériale à la mode. Pis encore, en octroyant aux cheikhs qui leur étaient fidèles un pouvoir artificiel, les Britanniques sapèrent en réalité leur autorité originale auprès des populations indigènes, ce qui donna parfois lieu à des contestations internes pour le leadership tribal. Ils érigèrent ainsi, marqués par leur formation orientaliste, la lecture tribale en première grille d'interprétation politique du Kurdistan irakien et furent incapables de reconnaître les héritages de la politique de centralisation d'inspiration occidentale du Tanzimat poursuivie par le Comité Union et Progrès (CUP)[2] après la révolution de 1908.

L'ART DE L'ADMINISTRATION LOCALE

Considéré comme norme d'administration par les Britanniques, l'appui sur les logiques tribales eut pour première conséquence de rendre le maintien de l'ordre dans la région indissociable de la qualité des relations interpersonnelles entre les cheikhs kurdes et les conseillers politiques britanniques. L'administration de la région devint ainsi un véritable « art » dans lequel les susceptibilités des chefs devaient être ménagées et les vieilles querelles de famille prises en compte. Il en découla que chaque administrateur britannique se forgea un avis personnel distinct, fonction de la qualité des rapports entretenus avec les cheikhs du territoire administré, sur ce qu'il convenait de faire des Kurdes.

Dans le même temps, l'Irak arabe se constituait progressivement et Londres demeurait incapable de définir une politique kurde d'ensemble. Alors que les opinions des « experts » britanniques sur le Kurdistan irakien (Cecil J. Edmonds, Wallace Lyon, Rupert Hay, E. Noel, etc.) divergeaient, la Résidence à Bagdad, centre de l'autorité britannique en Irak, se retrouva dans la position fort inconfortable de ne pas avoir d'instructions précises d'en haut et de recevoir sur ce point une multitude d'avis contradictoires d'en bas. Une telle confusion rendait difficile l'évaluation objective de l'opinion publique kurde par la Résidence, et renforçait de fait le préjugé britannique que le Kurdistan irakien n'avait d'existence que culturelle – là encore un héritage de la pensée orientaliste –, qu'il était politiquement divisé en raison des logiques tribales, et qu'on ne saurait donc accorder aucun crédit aux réclamations d'indépendance kurde. Celles-ci se multiplièrent pourtant pendant la première moitié des années 1920 sous la forme de pétitions

[1] Millets : Système d'organisation par confessions qui permettait à celles-ci d'élire leurs dirigeants religieux et d'être régis par leur code de statut personnel.

[2] Connus aussi sous le nom de Jeunes-Turcs, le CUP est un parti nationaliste qui s'empare du pouvoir en 1908 et tentera de moderniser l'empire. Mustafa Kemal fut un de ses membres les plus influents.

envoyées à la Commission permanente des mandats de la Société des nations (SDN).

De même, les initiatives kurdes pour l'unification du Kurdistan irakien furent traitées par la puissance mandataire avec la plus grande sévérité. Elles furent interprétées soit comme une tentative de domination injustifiable d'une tribu kurde menée par une personnalité mégalomaniaque sur les autres, comme dans le cas des insurrections du cheikh Mahmoud Barzinji, soit comme le fruit d'une ingérence extérieure. Dans cette dernière lecture, tout mouvement nationaliste kurde prenant les armes serait en réalité organisé par les Turcs ou les Perses pour viser indirectement l'administration britannique. Le présupposé de base suggérait qu'en tant que population profondément hétéroclite car divisée en tribus, les Kurdes ne pouvaient vouloir revendiquer d'eux-mêmes leur indépendance. Tout mouvement nationaliste kurde devait donc être instrumentalisé par d'autres logiques, que les Britanniques devaient combattre afin de préserver l'ordre dans la région et ainsi leurs intérêts.

AU MIROIR DE LA SDN

En 1925, un rapport de la Commission d'enquête envoyée par la SDN fut publié. On y stipulait l'attribution du vilayet de Mossoul (une des trois entités administratives d'Irak, au nord) à l'Irak mandataire au détriment de la Turquie, à la condition que toute indépendance irakienne serait préalablement soumise à la vérification par la SDN du respect du particularisme kurde par les Irakiens arabes, plaçant ainsi le Royaume-Uni dans une situation délicate. D'une part, il devait composer avec un tissu kurde dissolu en raison de sa politique de clientélisme tribal, et donc politiquement incapable de protéger ses propres intérêts face au gouvernement irakien à Bagdad. D'autre part, la nécessité suite à la victoire du Parti travailliste britannique en juin 1929 de se retirer d'Irak aussi vite que possible (le mandat coûteux était fort impopulaire en métropole et le Labour avait promis d'y mettre fin) obligea le Royaume-Uni à la fin des années 1920 à prendre beaucoup plus au sérieux les aspirations kurdes à protéger leur particularisme national. La Résidence imposa alors au gouvernement irakien d'appliquer de nouvelles mesures, comme l'établissement du kurde au lieu de l'arabe comme langue officielle dans les régions kurdes, la nomination obligatoire d'administrateurs kurdophones sur place, ou encore l'utilisation du kurde dans les livres d'école. Que ces mesures ne fussent accompagnées d'aucune représentation kurde sérieuse à l'échelle politique irakienne ne semblait choquer personne.

Il est difficile de dire si les administrateurs furent conscients des impacts de la politique qu'ils menèrent au Kurdistan irakien. Dans un premier temps, ils sapèrent toute tentative d'unification et de centralisation politique au Kurdistan, et cela en raison d'un regard orientaliste incapable de créditer les Kurdes d'une capacité à revendiquer une identité politique commune supra-tribale. Une telle revendication aurait en effet été, aux yeux des administrateurs britanniques, d'inspiration occidentale – cette même inspiration qui avait influencé le courant centralisateur du Tanzimat puis de la révolution de 1908. Or les Kurdes, dans la mentalité orientaliste britannique, étaient fondamentalement divisés. C'était là leur nature pluriséculaire, et l'Indirect Rule permettait précisément de composer avec cette division perçue comme intrinsèque. Ce faisant, ils empêchèrent dans les faits – et dans un climat de flou stratégique absolu – la constitution d'un Kurdistan irakien indépendant en ignorant les pétitions et en matant les révoltes. Dans un second temps, alors qu'à la fin des années 1920 l'Irak se dirigeait vers l'indépendance, ces administrateurs durent appliquer des mesures ancrant le particularisme kurde en Irak, mesures imposées par la SDN. Ils semèrent ainsi les germes d'une situation où les Kurdes devaient exister en Irak en tant que minorité, convaincue de son existence culturelle légalement actée et pourtant impuissante à gouverner son destin politique au sein du pays. Ni autonome ni intégrée, la population kurde d'Irak laissée par le Royaume-Uni devait vivre comme une minorité silencieuse, parfois persécutée, pendant près de soixante-dix ans.

Jean-Baptiste Begat

Source

OrientXXI.info

au Başûr :

◆ **SULAYMANIYAH :** des fonctionnaires de l'État ont déclaré qu'ils ne retourneraient plus travailler jusqu'à-ce qu'ils reçoivent leurs salaires, dont certains n'ont pas été payé depuis 2015. La grève concerne déjà plus de 20 villes et districts du GRK. [ANF]

◆ **MOSSOUL :** L'opération militaire pour la reprise de Mossoul a officiellement commencé le 15 octobre. Y participent l'armée irakienne, les peshmergas kurdes du GRK, les milices chiites ainsi que des groupes formées par la Turquie. Suite à des longues négociations, lors desquelles la Turquie a refusé d'y participer à côté des combattant.e.s du PKK, ce dernier a été finalement rayé de la carte. Le 13 octobre, l'aviation américaine avait déjà commencé à bombarder. Le 15, l'EI a exécuté 58 de ces propres combattants, accusés d'avoir préparé une insurrection. Selon certaines sources, un soulèvement s'est effectivement déclenché le 16 octobre, des habitant.e.s menant des attaques contre Daech dans et autour de la ville. [almasdarnews.com, ekurd, ANF]

◆ **PARLEMENT :** Le parlement irakien a voté pour le maintien des frontières actuelles de la province de Nineveh, dont la capitale est Mossoul. Plusieurs partis politiques représentant des communautés chrétiennes, assyriennes et yézidies avaient lancé une proposition de loi pour la création de nouvelles provinces à l'instar du GRK. [ekurd]

◆ **KIRKUK :** Des journalistes ont manifesté contre la fermeture de journaux, radios et chaînes de télévisions par le gouvernement AKP en solidarité avec leurs confrères et consœurs de Turquie. [ANF]

◆ **FEMMES JOURNALISTES à SHENGAL :** En réaction à la fermeture des agences de presse en Turquie et en solidarité avec ceux et celles subissent ces fermetures, des femmes journalistes de Shengal ont déclaré : « *Nous n'arrêterons pas de montrer*

la résistance, tout comme on l'a fait au Rojava, à Shengal et au Kurdistan Nord (Bakur). Les attaques contre la presse sont aussi des attaques contre la démocratie. Ils ont même fermé la chaîne pour enfants (Zarok TV). Ceci est du fascisme. Les chaînes qui ont été fermées ne sont pas seules : nous les soutenons. » [Jinha]

◆ **MOUVEMENT des FEMMES YÉZIDIES LIBRES :** L'Assemblé des Femmes Yézidies a tenu sa 2ème Conférence des Femmes sur le mont Shengal le 25 septembre. Dans son discours de clôture, une porte-parole de l'Assemblé a déclaré que les femmes Yézidies s'organiseraient désormais sous le nom "Mouvement des Femmes Yezîdis Libres" (TAJE). [Jinha]

◆ **L'ARMÉE TURQUE en IRAK :** Les affrontements armés ont eu lieu près du village de Bêsattê, entre les combattant.e.s du HPG et l'armée turque. Suite à ces affrontements, l'armée turque y a lâché des bombes de phosphore, interdits par les accords internationaux. Selon le journal kurde-irakien Weekly Hawel, les forces de renseignement et de contre-insurrection de l'État turc sont en train de planifier des assassinats de personnalités éminentes des communautés sunnites à Kirkuk, Mossoul, Tel Afar et Bashiqa (ville assyrienne "libérée" récemment dans le cadre de l'attaque contre Mossoul), pour augmenter des tensions inter-communautaires dans ces régions. Le 4 octobre, le parlement irakien a adopté une décision pour demander le départ des soldats turcs présents en Irak. 2 jours plus tard, une demande à ce propos a été faite auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies. [ANF]

COMMUNIQUÉ DE FEMMES DE ROJHILAT CONDAMNANT LES DISCOURS HUMILIANTS ET RÉGRESSIFS

Voici un texte publié par des femmes du Rojhilat (Kurdistan d'Iran), visant à dénoncer les propos sexistes des hommes du PDKI. Les 51 femmes qui ont décidé de publier ce communiqué en réaction à une vidéo qui circulait, ont signé personnellement le texte, et elles invitent l'organisation des femmes kurdes iraniennes à prendre partie. Féministes ici, féministes là-bas, le combat est le même partout, et les attaques sexistes, tristement similaires. Nous relayons ce texte en solidarité avec les femmes kurdes dont nous partageons les combats contre le patriarcat, et dont le courage et les actes prouvent chaque jour l'inanité du discours sexiste. Que l'on ne s'y trompe pas; à quelques détails géographiques près, le texte qui suit aurait tout aussi bien pu être publié par des féministes des milieux militants "révolutionnaires" de par ici à l'encontre de leurs propres camarades.

Depuis maintenant quelques jours, le monde virtuel (internet) est témoin de la publication d'une vidéo dans laquelle on a pu voir des combattants du PDKI employer des termes irrespectueux pour humilier et insulter certaines combattantes du même mouvement. Dans la vidéo, on voit un peshmerga du PDKI parler de ses « heval (camarades) sans testicules » en faisant allusion aux combattantes de la guérilla. De telles insultes ne font que montrer le niveau du langage sexiste au sein de la pensée masculine. Ce discours est une manière d'occulter les idées politiques et l'identité combattante de ces femmes, en les réduisant à des objets sexuels. C'est aussi nier aux femmes le droit de se définir en dehors de toute référence aux désirs sexuels des hommes.

Une telle démarche n'est pas un phénomène exclusif à ce parti ; nous avons déjà été témoins de ce genre de discours de la part des autres partis politiques du Kurdistan. La vérité est que, malgré leurs expériences de confrontations symboliques, politiques et militaires avec le gouvernement central, ces hommes n'ont pas su se débarrasser des constructions masculines et du sexisme présents dans la société. Ils continuent alors à reproduire les mêmes discours chauvins ; seuls les mots utilisés changent. Leur vision de la sexualité est polluée par les mêmes stéréotypes et perceptions misogynes qui dominent et dont on témoigne dans les parties les plus patriarcales de la société. Nous ne devrions pas nous étonner face à ces humiliations, étant donné que l'image de la femme en tant qu'outil a toujours été fort maintenue dans les perspectives des mouvements nationalistes du Kurdistan iranien. C'est pour cette raison que, malgré un siècle de lutte nationaliste kurde en Iran, le sexisme reste très ancré dans la sociabilité des combattants. Alors que ces derniers devraient donner l'exemple à la société par rapport aux discours sexistes, il existe en vérité un processus de régression qui fait que ces

combattants n'arrivent pas seulement à ne pas donner l'exemple à la société, ils sont à la traîne par rapport à elle.

Mais les femmes kurdes d'aujourd'hui, ont atteint un niveau de conscience et de sensibilité très élevé de leurs identités et d'elles-mêmes. Elles ne garderont plus le silence face aux discours et aux excuses des partis politiques telles que : « *la cause nationale est la priorité principale* », « *la liberté des femmes est dépendante de la liberté du mouvement nationaliste* », « *en soulevant le problème de la violence faites aux femmes, nous ne faisons qu'aider l'ennemi* », « *il y a d'autres femmes qui subissent ces violences, pas que chez nous !* », etc. Nous ne fermerons plus les yeux devant les humiliations faites aux femmes. Parce que le choix du silence ne fait pas qu'étouffer toute voix critique, il empêche les nécessaires changements fondamentaux au sein de la société et des organisations autoritaires, au profit d'objectifs politiques à court terme.

En tant que femmes du Rojhilat en lutte contre le sexisme quotidien des différents mouvements politiques au Kurdistan, nous condamnons avec fermeté les discours et points de vues misogynes exprimés dans la vidéo en question. Nous nous attendons aussi à ce que l'Union des Femmes Démocratiques du Kurdistan Iranien (branche féminine du PDKI), selon les principes de base sur lesquels elle a été crée, entende également nos protestations. C'est dans de telles circonstances, que les femmes luttant au sein de partis politiques kurdes, en particulier celles qui militent dans des comités aux noms revendicatifs tels que l'Union des Femmes Démocratiques du Kurdistan Iranien, doivent montrer leur détermination et leur responsabilité, en ne restant pas silencieuses face aux oppressions de genre et en ne laissant pas les revendications d'égalité être sacrifiées au profit des lignes politiques du Parti. Malgré les différences intellectuelles et politiques, il est primordial que les femmes kurdes se mettent d'accord sur la dénonciation systématique de toute forme d'actions ou de discours promouvant la reproduction des structures d'inégalités des genres. Par conséquent, nous espérons que ce communiqué soit reçu dans un esprit de bonne volonté et qu'il puisse aider à ce qu'une réponse adéquate aux questions qui y sont soulevées puisse être trouvée.

Source

Rojhelat.info

au Rojhilat :

◆ **AFFRONTEMENTS :** Les affrontements armés continuent entre les Gardiens de la Révolution Islamique (GRI) et la guérilla du PDKI. En septembre, des attaques ont été menées contre des bases de l'armée iranienne suite à la mort de deux peshmergas. Début octobre, des affrontements ont eu lieu près de la frontière irakienne ; 8 combattant.e.s y ont trouvé la mort. Le 19 septembre, les GRI ont utilisé l'artillerie lourde lors des affrontements dans les régions de Piranshahr et Sardasht. [ekurd]

◆ **COMMISSIONS de la MORT :** Des membres du Conseil National de la Résistance Iranienne (CNRI, organisme en exil qui chapeaute les différentes composantes de la résistance politique iranienne, basé principalement en France et au Canada), ont publié les noms des membres du régime iranien ayant participé aux massacres des prisonniers politiques en 1988. Il s'agit de 59 hauts fonctionnaires ayant soit participé, soit directement orchestré les exactions commises par les « Commissions de la Mort ». Ces dernières ont été créées par Ruhollah Khomeini pour liquider l'opposition politique suite à la révolution de 1979 ; environ 30.000 prisonnier.e.s politiques ont été massacré.e.s pendant une période de 3 mois. Pour lire des textes plus explicatifs, voir mojahedin.org et/ou ekurd.net/category/iran

Alors que les Charlies en chœur ont cessé d'irriter nos oreilles avec les chants spontanés de la Marseillaise, la vague de nationalisme (voire montée du fascisme) en France, et plus largement en Europe, ne cesse de croître. De Calais à la Turquie en passant par la frontière serbo-hongroise, les grillages de barbelés et les centres de rétention poussent comme des camps d'extermination d'une époque apparemment pas assez lointaine pour que les mentalités aient eu le temps de changer. À la veille des expulsions imminentes du bidonville de l'état français, autrement appelé la jungle de Calais, alors que les loups gris rodent en Turquie, et les loups bleu-blanc-rouge rodent en France (tir à balle réelle contre le futur « centre d'accueil » à St Brevin les Pins, manif de paysans, fourches en main, contre l'arrivée des migrant.e.s dans « leurs » communes), nous reproduisons ici un article de Kedistan, suivi de deux autres textes, traitant des situations des migrant.e.s venu.e.s de Syrie en Turquie, ainsi que la manipulation de celles-ci par l'État turc dans ses politiques génocidaires à l'encontre de la population alévie.

NATIONALISME XÉNOPHOBE CONTRE LES RÉFUGIÉ.E.S SYRIEN.NE.S

Une ignoble campagne xénophobe, à coups de calomnies, de mensonges, et de faits divers montés en épingle, comme même des nationalistes identitaires européens n'oseraient en rêver, déchaîne en effet passions et émotions, voire appels au lynchage, contre les Syrien.ne.s en exil sur le territoire turc. Rien n'est épargné, et selon la "couleur" politique, les arguments volent plus ou moins haut, tous s'accordant pour accuser "les chiens d'avoir la rage".

Cette campagne, où d'un coup la presse muselée peut lancer son venin, où les médias sous tutelle et aux ordres peuvent soudain montrer une liberté apparente d'écriture et de parole, n'est pas simplement le fruit d'une exaspération qui serait populaire et répandue, contre la présence des réfugié.e.s. Elle donne faussement l'impression qu'Erdogan serait brutalement isolé dans une politique "d'accueil", qui serait largement critiquée. Et comme pour en rajouter, le régime AKP a laissé entendre qu'il pourrait procéder à des "naturalisations massives", soulevant en cela des protestations virulentes.

Inutile pourtant de rappeler, qu'Erdogan n'a jamais eu une once de politique d'accueil en direction des réfugié.e.s syrien.ne.s. S'il a effectivement dans un premier temps vu d'un bon œil l'effet d'aubaine que constituait une main d'œuvre quasi gratuite, et l'arrivée en Turquie de fonds d'investisseurs syriens empêchés d'empocher leurs bénéfices en temps de guerre, s'il a aussi tenté de se mettre dans la poche une partie des Syrien.ne.s aisé.e.s qui ont cherché refuge, on sait aussi qu'il a favorisé via des mafias en tous genres, l'exode vers la Grèce, qui a conduit au chantage que l'on connaît avec l'UE.

Il a aussi, et c'est utile de le rappeler, toujours insisté pour que des camps soient installés dans des "zones tampons" que l'armée turque aurait contrôlés bien sûr, comme par hasard, en territoire kurde syrien… Fort heureusement jusqu'alors sans réel succès. Dans d'autres cas, il a exproprié pour installer des camps dans des régions où des populations issues de minorités de Turquie étaient majoritaires… Toujours dans le souci de diviser…

Mais de réelle politique d'accueil, côté Erdogan, on peut chercher, malgré tous les mensonges, on n'en trouvera jamais trace, contrairement à tous les témoignages sur l'exploitation humaine, la prostitution, le "travail" des enfants, la "disparition" de mineur.e.s… sans compter les morts en Méditerranée… etc. […]

Croire que l'on aurait atteint d'un coup un "effet de seuil", comme les xénophobes aiment partout à le souligner, et qu'il y aurait "naturellement" et mécaniquement une exaspération populaire que la presse se contenterait de relayer, serait oublier qu'il y a peu encore, la presse était sous contrôle, et qu'on peut s'interroger sur sa "liberté" revenue pour l'occasion. Laisser croire enfin, qu'une opposition à Erdogan se cache derrière cet élan xénophobe est une pure imbécillité politique.

Erdogan joue les pompiers pyromanes pour créer des fronts improbables, et dans le même temps monter les uns contre les autres, en instrumentalisant les "réfugiés". Cela ne fait que mettre en lumière sa désormais maîtrise des situations, et sa capacité à jouer tant avec les ultra nationalistes qu'avec les sociaux libéraux kémalistes, contre TOUTES les minorités culturelles, ethniques, politiques, sociales de Turquie, et bien sûr leurs représentations.

Vouloir rentrer dans cette pseudo polémique, ce nationalisme xénophobe, tenter de contrer un à un les arguments bidons, serait y contribuer et tomber dans le piège politique tendu par Erdogan. Le seul argument qui vaille, c'est de souligner la responsabilité de l'AKP et de son Sultan dans le conflit syrien, et du refus ensuite d'en assumer les conséquences, en adoptant une politique d'accueil digne des réfugié.e.s de guerre. L'argument vaut tout autant pour l'UE.

C'est aussi de souligner que créer un arc populiste xénophobe aujourd'hui, permet de le retourner aussi contre la minorité politique, dont déjà les députés sont menacés d'emprisonnement pour complicité de terrorisme. […]

Son chantage à la finance en direction de l'UE va, par effet d'optique, se trouver facilité, avec l'argument d'un "mécontentement soit disant populaire". Sur le plan intérieur, l'os à ronger donné aux ultra nationalistes, comme aux kémalistes "nationaux républicains" va lui permettre de pousser plus loin son offensive contre sa réelle opposition, et finir de la réduire. Ajouter une nouvelle guerre intérieure à la guerre réelle que l'armée mène déjà contre les minorités est certes jouer avec le feu, mais à terme pour Erdogan une garantie d'aller plus avant dans la destruction de tous les gardes fous démocratiques qui subsisteraient encore.

Le délire nationaliste, allié à l'instrumentalisation des xénophobies populistes, est une carte jouée par Erdogan.

L'opposition démocratique elle, l'a bien compris, même si elle a bien failli elle aussi tomber dans le piège (demande d'un référendum sur les réfugié.e.s par Demirtas, fort opportunément retirée et démentie).

L'intervention d'une députée montre la voie de la raison à suivre, et du combat politique à engager, fidèle à celui mené de-

puis deux ans… C'est le sens du discours, au nom du HDP, de la député Hüda Kaya, qui montre que l'opposition à Erdogan peut se faire sur une base de solidarité avec les réfugié.e.s, et non contre elles et eux.

« Puisque j'ai pris la parole pour parler des réfugiés syriens, je souhaite exprimer également ceci : Nous n'allons jamais faire aucune concession devant les propos haineux et anti-réfugiés provenant des milieux aussi bien de droite que de gauche. Face à ces propos, nous disons "Nous sommes tous Syriens".

Nous savons très bien que le pouvoir voit les réfugiés comme une marchandise à vendre ou à acheter, le monde le sait, les réfugiés syriens le savent.

Le statut de réfugié et la naturalisation sont des droits. Ce n'est pas seulement le cas pour les Syriens, mais un droit humain pour tous les réfugiés, pour tous ceux qui sont obligés de migrer dans d'autres pays, qu'ils proviennent de l'Afrique, d'Asie ou du Moyen-Orient. Il ne peut pas être instrumentalisé.

Nous connaissons très bien les tentatives de lynchages ciblant les réfugiés syriens, les enfants virés des tentes de repas de Ramadan des Mairies -en plus, des Mairies AK-, les réfugiés dont les maisons sont endommagées, ou qui sont expulsés de leur abris, ceux qui sont évacués des villes sous prétexte qu'ils gênent le tourisme, ceux qui sont torturés aux frontières, emprisonnés, mêmes tués…

Les propos et pratiques xénophobes et haineux, apparaissent malheureusement sous nos yeux comme une réalité de la société dans laquelle nous vivons.

La Turquie appartient autant aux Syriens qu'elle appartient aux habitants de Turquie. La Turquie est autant aux Turcs qu'aux Kurdes, aux Arabes, aux Syriaques, aux Laz, aux Arméniens… Nous disons "Nous sommes tous Syriens, nous sommes tous réfugiés".

Et, je voudrais m'adresser particulièrement aux camarades du CHP [parti kémaliste] et du MHP [parti d'extrême droite] : Si vous dites, nous ne voulons pas de réfugiés, il fallait ne pas dire oui à la guerre. Ce qui arrive est la conséquence de votre approbation des politiques de guerre. »

[…] Cette campagne pourrait bien donner des idées à d'autres en Europe, et encourager des gouvernements glissant déjà ouvertement vers l'extrême droite. Elle pourrait tout autant déteindre sur les "nationaux républicains", pour qui l'accueil n'a jamais été un combat prioritaire. [...] Les réfugié.e.s ne devraient pas être montré.e.s comme un "problème" pour l'humanité qui doit les accueillir. Les guerres pour les énergies fossiles qui les chassent sont elles, le problème. Les états-nations qui les mènent contribuent davantage encore à le creuser.

Source

Kedistan

« PAS DE VENTE AUX SYRIENS, NI NOURRITURE NI EAU »

en Turquie :

◆ **HACKERS :** "Redhack" (Kizil Hackerlar), un groupe de hackers communistes de Turquie, a déclaré avoir piraté les comptes e-mail personnels Gmail, Yahoo et iCloud de Berat Albayrak, le Ministre de l'Energie. Ils revendiquent la libération de tou.tes les opposant.es de gauche, en commençant par Alp Altınörs et Aslı Erdoğan et déclarent que dans le cas contraire, le dossier de mails de 20GB sera rendu public. Les Redhack ont publié le tweet suivant : « *Pour qu'ils comprennent que nous sommes sérieux, nous publions un tout petit exemple des 20 GB. Voyez comment on choisit les députés.* » Pour lire la suite, voire l'article "Les Redhack détiennent les mails du Ministre de l'Energie". [kedistan.net]

◆ **ARMÉE EN IRAK :** Le parlement turc a approuvé, d'une majorité écrasante, un mandat pour prolonger d'un an la présence des soldats turcs en Irak ainsi qu'en Syrie. Il s'agit de la troisième validation de ce mandat ; ayant déjà été prolongé en octobre 2014 puis en septembre 2015, cette dernière validation durera jusqu'en octobre 2017. [ANF]

◆ **ÉTAT D'URGENCE :** L'état d'urgence qui avait été déclaré par le gouvernement AKP le lendemain de la tentative de coup d'état en juillet, a été prolongé de trois mois. [Jinha]

◆ **24 FÉMINICIDES en SEPTEMBRE :** Un bilan publié par l'agence de presse féminine Jinha recense au moins 24 actes de féminicides pendant le mois de septembre ; 37,5 % des femmes ont été tuées pour avoir essayé de quitter leurs maris, et 29 % par les balles tirées par les forces armées de l'état. Elles parlent aussi d'une augmentation de violence transphobe en septembre ; une femme trans a été expulsée de sa maison à Istanbul, et au moins 5 femmes trans ont subi des agressions à Ankara. [JINHA]

◆ **LES MÈRES DU SAMEDI, 600ème SEMAINE** : Cela fait maintenant 600 semaines que les "Mères du Samedi" se rassemblement tous les samedis pour demander justice pour leurs enfants disparu.es, enlevé.es par l'état turc. Pour l'occasion du 600ème samedi, des milliers de personnes se sont jointes au rassemblement. Dans un communiqué de presse, Serpil Taskaya, dont la mère est disparue pendant qu'elle était en détention, a déclaré : « *Alors que le nom du parti qui est au pouvoir depuis maintenant 14 ans contient le mot "justice", il n'y en a toujours pas eu en Turquie […] Pour l'occasion de notre 600ème semaine, nous réaffirmons que nous ne resterons pas silencieuses face à des politiques de peur. Nous ne cesserons d'exiger la paix, la vérité et la justice, et de chercher nos proches. Ou que vous soyez dans le monde, ne gardez pas le silence face aux crimes de disparition forcée. Ce ne sont pas seulement nos enfants qu'ils cherchent à annihiler, mais la mémoire et la conscience de l'humanité.* » [JINHA]

◆ **ENFANTS SYRIENS :** Selon une enquête menée à Istanbul par l'Association pour le Développement Sociale et Culturel, 92 % des enfants syrien.nes vivant en Turquie souhaitent retourner en Syrie ; seulement 38 % sont scolarisé.es (soit environ 622.000 enfants qui n'ont pas accès à l'école). [Jinha]

◆ **COMMÉMORATION 10 OCTOBRE :** Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées et/ou arrêtées à Ankara lors des manifestations pour commémorer les victimes des attaques à la bombe le 10 octobre 2015 pendant la Marche pour la Paix. Des affrontements ont eu lieu toute la journée, des policiers ont arrêté des personnes chantant des chansons kurdes dans les rues de la ville. Des manifestations ont aussi eu lieu à Istanbul et Çanakkale. [ANF]

BAYRAMPTEPE, L'ELDORADO PERDU DES KURDES SYRIENS

Ce qui suit est le texte d'un photo-reportage réalisé par Raphaël Boukandoura et Yann Renoult. N'ayant pas la place de publier toutes les photos dans cette revue, nous vous encourageons à aller voir l'article original sur le site orientxxi.info, où vous trouverez aussi beaucoup d'autres articles de fond, en français et en arabe, sur de multiples thèmes concernant l'histoire et les mouvements politiques et sociaux d'Afrique du nord et du Moyen-Orient.

On compte un nombre important de Kurdes parmi les quelque deux millions et demi de Syriens réfugiés en Turquie. Venus chercher du travail dans l'ouest du pays, ils optent généralement pour les quartiers à prédominance kurde, pensant pouvoir compter sur la solidarité des Kurdes de Turquie. Mais à Bayramtepe, l'un des quartiers d'Istanbul où ces réfugiés se sont installés en masse, la cohabitation avec la population locale est parfois délicate. Sans aide de l'État, livrés à eux-mêmes et inquiets des tensions politiques qui traversent le pays, de nombreux réfugiés optent pour le retour au pays tandis que d'autres tentent la traversée vers l'Europe.

Dans la banlieue nord-ouest d'Istanbul, les tours rutilantes de l'arrondissement de Basaksehir déploient leur luxe moderne. De nombreux Stambouliotes aisés payent le prix fort pour s'installer dans l'un des multiples gratte-ciels disposant de leurs propres supermarchés, salles de sports et dont l'accès est surveillé nuit et jour par des gardiens. Sur la colline d'en face s'étendent les petites maisons de bric et de broc et les immeubles croulants de Bayramtepe.

Ahmad est attablé dans un café près du petit parc, fréquenté par les enfants qui vont y jouer après l'école et certains des nombreux réfugiés syriens du quartier qui s'y abritent parfois la nuit. Il distribue les cartes de la main gauche. Sa main droite, elle, reste recroquevillée contre lui. « Je suis partiellement handicapé du bras », explique le jeune Syrien, « à cause de ça, tous les patrons me renvoient au bout de quelques jours. Comment voulez-vous que je gagne ma vie ? » Ce trentenaire est arrivé de Syrie il y a trois ans, en compagnie de plusieurs amis. Il est originaire de la région d'Afrin, au nord du pays, majoritairement peuplée de Kurdes. « *Nous avons choisi ce quartier parce qu'ici presque tout le monde parle kurde. Nous pensions que nos origines et notre langue commune nous faciliteraient les choses* ». Mais le trentenaire a rapidement déchanté. « *Une grande partie des Kurdes d'ici nous regardent avec défiance, et les autres nous exploitent sans remords* », se désole-t-il.

Bayramtepe, quartier populaire de cent mille habitants a toujours été un lieu d'immigration. Il compte une majorité de Kurdes originaires du pays. Une partie d'entre eux ont émigré dans les années 1990, chassés par le conflit à l'est entre l'armée turque et les rebelles autonomistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'autre est venue chercher de meilleures conditions d'existence dans la capitale économique du pays.

« *Certains Kurdes d'ici sont très conservateurs, il y a un décalage culturel. Ils voient d'un mauvais œil l'arrivée de tous ces célibataires et de ces femmes très maquillées* », estime Mehmet Aydinar, responsable du Parti démocratique des peuples (HDP), le parti pro kurde de Turquie. Au centre du quartier, le siège local du HDP est un endroit précieux pour les réfugiés kurdes de Syrie. « *Nous aussi nous sommes arrivés ici comme réfugiés, fuyant la guerre quand l'armée turque brûlait nos villages. Nous sommes sensibles à leur situation. Nous essayons de les aider autant que possible, en faisant des collectes de vêtements par exemple, mais nos moyens sont limités* », explique Mehmet.

Le HDP, unique recours

Le HDP fait surtout office de juge de paix. Les réfugiés, méfiants à l'égard de la police, s'adressent à lui pour arbitrer les divorces ou tenter d'obtenir les salaires que des patrons peu scrupuleux ont omis de leur verser. Une situation fréquente. Akram, jeune Kurde d'Afrin et plusieurs membres de sa famille ont travaillé pendant un mois dans une petite fabrique de textile. Ce secteur est en effet le principal pourvoyeur d'emplois pour les réfugiés syriens d'Istanbul. « *Mon patron a refusé de me verser ma paye, je n'ai pas de permis de travail, je ne pouvais pas aller voir la police, je lui ai dit que si je ne recevais rien à la fin de la semaine, j'irais brûler son atelier. Quand je suis retourné le voir, il n'y avait plus qu'un bâtiment vide, il avait déménagé la production.* »

Les tensions entre réfugiés et population locale prennent parfois une tournure violente. À la fin du mois d'octobre, l'un des bâtiments délabrés abritant des célibataires syriens accusés de boire de l'alcool et de nuire à la tranquillité du voisinage est pris d'assaut par une foule déchaînée. La maison est incendiée, mais par miracle aucune victime grave n'est à déplorer. « *Nous avons fait en sorte de calmer le jeu, raconte Mehmet, nous avons réuni des notables locaux et des représentants de la communauté immigrée pour que chacun puisse exprimer ses griefs et que la situation ne dégénère pas davantage* ».

Au-delà de ces tensions, c'est surtout leur situation économique qui préoccupe les réfugiés. « *Je ne reçois aucune aide de l'État turc pour me soigner, me loger ou trouver un travail. Je suis allé en demander à la municipalité, on m'a ren-*

voyé comme un malpropre », s'indigne Ahmad.

Ils sont nombreux dans les rues et les échoppes de Bayramtepe à partager sa rancœur vis-à-vis de l'État turc. Le 29 novembre, la Turquie et l'Union européenne sont pourtant parvenues à un accord, aux termes duquel le pays s'est vu accorder une aide de trois milliards d'euros. En échange, la Turquie s'est engagée à améliorer les conditions d'accueil des réfugiés syriens et à les garder sur son territoire. « *Où est passé tout cet argent ? Quand nous parviendra-t-il ?* », s'exaspère Houssam, professeur dans une école locale créée pour accueillir les jeunes réfugiés. L'établissement accueille quatre cents enfants, en majorité des Kurdes de Syrie, mais, aux dires des professeurs, ne bénéficie pas du moindre financement des autorités turques.

Un rêve d'Europe encore tenace

Conséquence de ces conditions de vie difficiles, une large part des 25.000 réfugiés qui avaient élu domicile dans le quartier en sont désormais partis. Les mieux lotis ont réussi à atteindre l'Europe après une périlleuse traversée en mer. Les plus pauvres, incapables de subvenir à leurs besoins, sont repartis pour la Syrie. Certains, comme Houssam, le professeur, ont fait le choix de rester. « *Je ne veux pas m'éloigner de la Syrie et je veux être utile à mon peuple, ce que j'essaye de faire en enseignant aux enfants* », déclare le trentenaire. « *Mais je ne juge pas ceux qui ont fait le choix de partir pour l'Europe, ils ont juste envie de vivre. Ici c'est difficile.* » Difficile, la traversée vers la Grèce ne l'est pas moins. Après avoir réglé cinq cents dollars à un passeur, Ahmad a embarqué à Izmir dans une embarcation de fortune surchargée. « *On s'est perdus au bout d'une heure en mer, le temps commençait à se gâter, on a fait demi-tour et on a réussi à regagner le rivage, mais je me suis promis de ne plus retenter la traversée dans ces conditions.* »

Les tensions politiques qui sévissent dans le pays risquent de provoquer encore davantage de candidats au départ. Depuis juillet, le conflit armé a repris entre l'État turc et le PKK. Les violences vont crescendo et ont fait plusieurs centaines de victimes des deux côtés et parmi les civils. Fait nouveau, les affrontements armés ont gagné les villes, où les jeunes du PKK, le Mouvement révolutionnaire patriotique de la jeunesse (YDG-H) affronte les forces spéciales de la police et les tanks de l'armée. Pour l'instant largement circonscrits à l'est du pays, ces événements menacent à tout moment de gagner l'ouest et notamment Istanbul, qui compte quelque 4 millions d'habitants d'origine kurde. Bayramtepe, où vit une majorité de Kurdes, et où leYDG-H sera probablement l'un des premiers quartiers à s'embraser. « *Le jour c'est l'État qui contrôle le quartier, la nuit, ce sont les YDG-H* », résume Mehmet.

De nombreux réfugiés, bien que sympathisants de la cause kurde, s'inquiètent du climat de tension et craignent de retrouver la violence qu'ils ont tenté de fuir. À l'image de Süreyya. Cette cinquantenaire a fui la guerre en compagnie de ses quatre enfants après la mort de son mari tué par un obus à Sheik Massoud, le quartier kurde d'Alep.

« *Nous avons peur de l'évolution des tensions. Ici, nous ne nous occupons pas de politique, nous ne voulons rien avoir à faire avec les tensions en Turquie* ». Sans aide de l'État, la famille subsiste avec le maigre salaire des deux fils aînés et grâce à la générosité du HDP et de quelques voisins. Le benjamin, âgé de quinze ans, a été envoyé en Allemagne. « *Là bas il sera soigné, il ira à l'école, il aura une chance de bien s'en sortir. Peut-être que nous finirons par le rejoindre si nous en avons l'opportunité* ». Un désir d'Europe qui va grandissant. Depuis un mois les voisins, généreux de prime abord, ont cessé de rendre visite à Süreyya. « *L'autre jour au marché, on m'a demandé pourquoi je ne rentrais pas chez moi. Mais où voulez-vous que j'aille ? Je n'ai plus de chez-moi.* »

Non loin de la maison de Süreyya, à l'une des sorties de Bayramtepe, une main a tracé sur un mur la direction d'un quartier voisin, « *Cennet Mahallesi* », quartier du paradis. La même main a ajouté une autre flèche, pointant vers le centre de Bayramtepe. À la peinture noire, elle y a tracé « *Cehennem Mahallesi* » : quartier de l'enfer.

Raphaël Boukandoura, Yann Renoult

Source

OrientXXI

SUR LA PORTE D'UNE MAISON, «MORT AUX ALÉVIS »

La politique anti-alévie de la Turquie, à l'ère de l'État islamique

Par Dilar Dirik

Sous la gouvernance autoritaire, sectaire et conservatrice du Président Recep Tayyip Erdogan et de son parti (AKP), la Turquie tient en otage l'union Européenne en instrumentalisant les souffrances des réfugié.e.s syrien.ne.s. Il continue d'asseoir son autocratie à l'aide de sa guerre paranoïaque contre le terrorisme, bloc monlithique dans lequel il jète pêle-mêle le mouvement kurde, le groupe Etat Islamique, des universitaires, des pans de l'armée ainsi que son ancien mentor et collaborateur Fethullah Gülen, tout cela de manière assez contradictoire.

Dans le plan d'Erdogan, qui est de diviser les communautés et de les monter les unes contre les autres afin de se débarrasser de tout élément ethnique, religieux, idéologique, social ou politique qui entrerait en concurrence avec son projet néo-Ottoman profondément sectaire, l'une des parties est de cibler la population alévie du pays. En plus d'utiliser la force militaire, la brutalité policière, la censure, l'intimidation et la propagande dans le but d'enraciner son autoritarisme, il utilise un autre levier de contrôle social : les politiques planifiées de modification de la démographie.

Depuis mars 2016, les habitant.e.s des villages kurdo-alévis des régions de Kahramanmaraş et Maraş (Gurgum en kurde) résistent aux politiques d'agencement démographique de l'État. L'État turc veut construire un « *Camp de gestion des urgences et catastrophes* », ou AFAD, aux alentours du village de Terolar – dans lequel viendraient majoritairement s'installer des Arabes sunnites de Syrie. Tout en offrant une image parfaite au monde extérieur, ces fameux camps financés par l'État procurent un espace sûr pour soigner,

recruter et abriter les djihadistes. De nombreux cas d'abus sexuels et de trafic humain ont été rapportés. Ces camps sont largement considérés comme des endroits dans lesquels l'AKP mobilise volontairement des réfugié.e.s pour son propre agenda politique et idéologique. Le camp prévu à Terolar devrait accueillir un nombre de réfugié.e.s supérieur au nombre d'habitants locaux.

Les habitant.e.s des villages de Terolar et alentours, qui pressentent qu'un objectif dangereux se cache derrière la construction de ce camp, ont organisé d'innombrables manifestations, et subissent la répression policière depuis des mois. Rusés, le gouvernement et les médias font passer cette résistance légitime des locaux pour un sentiment anti-réfugiés, alors qu'en réalité ce projet fait partie d'un plan plus large de l'AKP qui est de créer des conflits entre communautés et d'imposer un changement radical dans la composition démographique des régions kurdes. Il s'agit d'utiliser les réfugié.e.s à des fins économiques et politiques.

Une histoire des massacres des Alévis

Afin de bien comprendre la résistance en cours à Maraş, il faut savoir que les génocides contre les populations kurdo-alévies sont profondément ancrés dans l'histoire de l'État turc moderne. Tradition présente bien avant l'administration ouvertement sectaro-religieuse d'Erdogan, bien que les précédents gouvernements aient prétendu être laïques.

La négation et l'annihilation systématique de tous ceux et celles qui ne sont pas Turcs sunnites a été l'un des piliers fondateurs de l'État-nation turc – indépendamment de la construction de son image progressiste et laïque. Par conséquent, les génocides des Arméniens, des Grecs pontiques, des Assyriens et des Kurdes – et parmi eux des Yézidis et des Alévis – étaient indissociables de l'idéal de « modernité » de cet état artificiel, imposé par la violence, qui se trouve un bouc émissaire tous les dix ans, avec l'aide de l'armée, de l'exrême-droite et des islamistes fondamentalistes.

Certains massacres, étaient des campagnes de lynchage d'individus alévis, d'autres des opérations de nettoyage ethnique à grande échelle. L'État en était le commanditaire dans le premier cas, le grand organisateur dans l'autre. Durant des dizaines d'années, « marquer » les [portes] des foyers alévis afin qu'ils soient la cible d'attaques haineuses, ou la diabolisation du mode de vie alévi par des légendes urbaines, la négation, les mensonges et la propagande, étaient des pratiques faisant partie intégrante du programme d'État. La pensée, la culture et l'histoire alévies valorisent l'écologie, la communauté, l'anti-autoritarisme et réservent souvent une place centrale aux femmes. Parce qu'intrinsèquement, la philosophie alévie promeut l'opposition à l'État capitaliste, patriarcal et autoritaire, l'effacement systématique et l'islamisation forcée des Alevi.e.s et de leurs valeurs est un combat profondément idéologique.

En 1938, la ville kurdo-alévie de Dersim fut bombardée sans merci. Suite au grand soulèvement de la population, mené par Seyît Riza, chef tribal et figure politique respectée, 15 000 personnes furent assassinées. Parmi les pilotes de chasse figurait Sabiha Gökçen, la propre fille adoptive de Mustapha Kemal, fondateur de la République, laquelle a donné son nom au troisième plus grand aéroport de Turquie. La venter comme première femme pilote de chasse au monde et première femme pilote de Turquie, fait partie des nombreuses tentatives du pouvoir, de cacher ses mesures génocidaires derrière un récit de modernité : une femme moderne bombardant les Kurdes arriérés – un parfait récit de modernisation.

L'un des plus terribles massacres contre les Kurdes-Alévis a eu lieu en 1978 à Maraş, à l'endroit même où l'État essaie à présent d'installer les réfugié.e.s arabes sunnites. Dans un climat politique tendu où les affrontements étaient nombreux entre la gauche et la droite, préfigurant le fameux coup d'État militaire de 1980, une violente vague de meurtres balaya Maraş : les maisons alévies était attaquées, brûlées, et on assassinait dans les rues. Plus de 100 personnes furent assassinées et pour les Alévis, il était clair que les services anti-guerilla de l'État avaient provoqué les attaques. Suite à ce traumatisme collectif, 10.000 personnes ont fui vers d'autres régions de Turquie et l'Europe. Nombreux sont celles et ceux qui, terrorisé.e.s, ont cessé de transmettre la langue kurde à leurs enfants et se sont lentement assimilé.e.s, afin d'assurer leur survie.

La période qui suit le coup d'État est marquée par de nombreux incidents qui font écho au grand massacre de Maraş. En 1993, des intellectuels, artistes, écrivains et penseurs se préparaient pour un festival culturel alévi. L'hôtel Madimak de Sivas dans lequel ils se trouvaient, fut attaqué par des lyncheurs fascistes islamistes. La police turque, alors laïque, est restée spectatrice, et même dans certains cas, a prêté main forte à la foule fasciste qui a commencé par lancer des pierres sur l'hôtel pour enfin y mettre le feu, provoquant la mort de 33 Alévis asphyxiés ou brûlés vifs ainsi que de nombreux blessés.

Les événements sanglants de mars 1995 dans le quartier Gazi de la banlieue d'Istanbul, quartier majoritairement alévi, sont un autre épisode meurtrier et violent dirigé contre les Alévis, les Kurdes en général et les gauchistes, qui a été exécuté par des groupes de droite et des islamistes, soutenus par l'État. La police a tiré sans discernement sur les foules de personnes qui ont manifesté contre le massacre à Gazi. Les attaques, lynchages, marquages de maisons pour en faire des cibles et harcèlements des Alévis à Gazi sont toujours d'actualité.

Comme le montre cette chronologie non-exhaustive, les militaires kémalistes laïcs, les ultra-nationalistes de droite et les islamistes conservateurs en Turquie ont toujours mis de côté leurs divergences afin d'allier leurs forces contre tout ce qui leur semblait être une menace à la doctrine – qui leur est commune à tous, à quelques détails près – d'un Etat, d'un peuple, d'un drapeau, d'une nation, d'une langue et d'une religion uniques. Erdogan, défendant ouvertement un islamisme politique, fait simplement franchir une nouvelle étape à cette tradition, aidé en cela par l'éclosion du groupe Etat Islamique.

Mais il existe également une longue histoire de résistance. Les Alévis occupent une place centrale dans le mouvement de libération kurde et les politiques de gauche et progressistes turques. Les femmes Kurdes-alévies en particulier, qui ont souffert plus que les hommes de ces attaques violentes, ont depuis le début rejoint massivement les rangs de différents groupes politiques, notamment le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Bien que poursuivant une politique laïque, le mouvement de libération kurde a toujours mis l'accent sur la spécificité historique des répressions et politiques génocidaires contre les communautés alévie, yézidie et arménienne en Turquie.

Sakine Cansiz, l'une des co-fondatrices du PKK et figure dirigeante du mouvement des femmes kurdes assassinée le 9 janvier 2013 à Paris aux côtés de Fidan Dogan et Leyla Soylemez, était une Kurde-alévie. Fidan Dogan, également kurde-alévie, était justement de Maraş.

Etant donné ce contexte historique, il est légitime que l'on se pose la question suivante à Maraş : pourquoi le gouvernement AKP, qui prétend avoir 50 % de la population de son côté, semble ne pas trouver de place pour les réfugié.e.s sunnites dans ses fiefs politiques, mais au lieu de cela trouve nécessaire de les installer en plein milieu des zones d'habitation Kurdo-alévies, qui sont toujours hantées par les massacres passés et les traumatismes.

Il est crucial de comprendre que la rage des Alévi.e.s n'est pas dirigée contre les réfugié.e.s mais contre les motivations insidieuses et pas si subtiles que cela de l'État. Les habitants du village de Terolar mettent l'accent, dans leurs manifestations, sur le fait que leur communauté, très au fait de ce que signifient la guerre, la déportation, le déracinement et le fait de voir sa vie menacée, est solidaire avec les réfugié.e.s syrien.ne.s qui ont besoin d'un abri, mais qu'ils luttent contre le gouvernement qui se sert de la misère humaine pour servir ses intérêts et ainsi imposer à nouveau un génocide culturel aux Alévis. Ils craignent que l'État ne tente de créer un conflit religieux en installant des réfugiés arabes sunnites dans des régions kurdes alévies et oblige les Alévi.e.s à quitter leurs dernières maisons. Si l'on considère que le gouvernement turc a reçu 6 milliards d'euros de l'Union Européenne pour l'aide aux réfugié.e.s et les ressources énormes que l'État et l'armée engagent dans la destruction des villes kurdes, provoquant ainsi des massacres de centaines de civil.e.s, il ne semble pas qu'Erdogan et ses politiques cyniques d'installations de réfugié.e.s soient face à un manque de ressources, ni de moyens logistiques et économiques.

Changement démographique, développement capitaliste et guerre totale

Vu le contexte, les motivations religieuses, politiques et idéologiques des mesures anti-alévies de l'État semblent évidentes. Cependant, on ne peut comprendre les événements sans prendre en compte les intérêts politiques et économiques de l'AKP sur le long terme, intérêts qu'il compte satisfaire en provoquant des changements démographiques.

Depuis l'été 2015, l'État turc a lancé une campagne militaire atroce au Kurdistan, qui n'a pas seulement eu comme conséquence l'assassinat de centaines de civils sous les yeux de la communauté internationale, mais a également détruit de manière systématique des maisons, des sites historiques essentiels et des infrastructures. Assez vite, il est devenu évident que l'un des buts de l'État était de créer des bâtiments TOKI (Administration du logement de masse) [ndT : c'est une entreprise publique géante spécialisée dans le bâtiment] dans ces régions, de les gentrifier ou d'y installer des réfugié.e.s syrien.ne.s, après en avoir expulsé les Kurdes. Le quartier de Sur à Amed (Diyarbakir), considéré par l'Unesco comme patrimoine mondial de l'humanité, en est un très bon exemple. Il a été réduit en poussières par l'armée turque, obligeant ainsi plus de 20.000 personnes à fuir. On a forcé physiquement les habitant.e.s à fuir ces endroits, puis imposé des changements d'infrastructure radicaux alliés à la gentrification pour favoriser le tourisme. C'est une seconde mesure génocidaire, qui consiste à faire disparaître leur culture de la surface de la terre.

De plus, Erdogan a longtemps sous-entendu qu'il garantirait la nationalité turque aux réfugié.e.s syrien.ne.s, afin de gagner du soutien dans la région et potentiellement des votes. Parallèlement à cela, il menace d'en déchoir les « sympathisants des terroristes », une description qui englobe une grande variété de personnes, dont des universitaires. Le but de ce double mouvement est très clair : provoquer un gigantesque changement démographique, conjointement à d'ambitieux projets d'infrastructure capitaliste afin de recoloniser le Kurdistan.

Bien sûr, opposer les réfugié.e.s au Kurdes en général et aux Alévi.e.s en particulier est un problème sensible, que l'AKP essaie d'exploiter en sa faveur. Il est très facile d'accuser de racisme anti-réfugiés toute personne qui lutte contre ces tactiques de guerre spéciales, lorsque qu'elles incluent la construction de camps de réfugié.e.s. Installer des réfugié.e.s syrien.ne.s dans des zones spécifiques et même leur promettre la citoyenneté [turque] est une tactique très intelligente de la part d'Erdogan, lui permettant de ruser l'Europe, d'augmenter sa popularité auprès des blocs sunnites conservateurs de la région, et de s'engager dans une attaque génocidaire contre toutes celles et ceux qui ne rentrent pas dans le cadre de son récit néo-Ottoman – en particulier celles et ceux qui discréditent son mariage entre le nationalisme turc et le conservatisme islamiste.

C'est pourquoi il est impossible d'analyser les mesures politiques de la Turquie envers les réfugié.e.s indépendamment de sa guerre totale au Kurdistan en tant que territoire et contre la culture alévie en particulier.

De la même manière, il n'est pas réaliste de séparer le meurtre physique des corps kurdes du gigantesque plan d'économie néo-libérale de l'AKP, allié à sa nostalgie de l'empire. Exactement comme l'anéantissement militaire de Dersim en 1938 avait été légitimé par des lois militaires et des décrets gouvernementaux, les sièges militaires et les massacres de masse extrajudiciaires qui ont eu lieu dans des lieux comme Cizre, Nusaybin, Yüksekova, Sur et Silopi récemment, sont la conséquence logique de la synthèse turque entre nationalisme, militarisme, capitalisme, patriarcat et religion politique. Dans le même esprit qu'ISIS (Daech), Erdogan perpétue un changement démographique irréversible au Moyen-Orient, en attaquant les cultures anciennes qui comportent en leur sein des identités et des styles de vie écologiques et favorables aux femmes. Le fait que des femmes soient particulièrement présentes au premier plan de la résistance de Terolar illustre bien l'attachement des femmes Kurdo-alévies à leurs terres et aux valeurs écologiques qui y sont associées.

L'Union Européenne est complice ce cette guerre de plusieurs manières, que ce soit à travers les ventes d'armes à la Turquie, son silence devant le fascisme et le non-respect des droits humains, alors qu'elle en est très bien informée, ou en raison d'intérêts économiques et jeux de guerre futurs. Les soit-disant « valeurs européennes » se retrouvent liquidées dans le trafic humain et les marchés d'esclaves en Turquie, dans le travail d'enfants réfugié.e.s, dans la perte définitive de l'héritage culturel mondial, et dans la mer Méditerranée, cette fosse commune Turco-européenne pour des milliers de réfugié.e.s noyé.e.s.

L'abandon de la situation désespérée des réfugié.e.s à ces mêmes Etats, institutions et systèmes qui ont causé toutes ces guerre est une honte pour toutes celles et ceux qui croient en la liberté, en la démocratie et aux droits humains. Mais du point de vue de l'opprimé.e, la résistance et l'auto-défense continuent.

Ou comme le dirait Seyît Riza, qui a mené la rébellion kurdo-alévie de Dersim et fut exécuté par l'État en 1937 : « *Je ne supportais pas vos ruses et vos mensonges, et c'est devenu un problème pour moi. Mais je ne me suis jamais agenouillé devant vous. Que cela devienne un problème pour vous.* »

Source

teleSUR english

Fermeture de Med Nûçe par Eutelsat, groupe français

Voici un extrait du communiqué des travailleuses et travailleurs de la chaîne de télévision kurde Med Nûçe suite à sa fermeture par le groupe français Eutelsat. Peu de temps après cette première fermeture, Eutelsat a aussi déclaré avoir mis fin à la diffusion de la chaîne Newroz TV, une des rares chaînes proposant des émissions sur le Rojhilat (Kurdistan Iranien). Le Conseil Démocratique Kurde en France (CDKF) avait appelé à un rassemblement de soutien lors de l'audience au tribunal de commerce de Paris, qui était censée avoir lieu le mercredi 12 octobre. Mais, suite à un problème de procédure, cette audience à été reportée à une date ultérieure. Pour continuer à s'informer et pour participer aux rassemblements à venir, voir le site web cdkf.fr.

Le groupe français Eutelsat a mis fin le 3 octobre 2016 à la diffusion de la chaîne de télévision kurde Med Nûçe créée en 2013, par une décision scandaleuse et illégale dictée par la Turquie. Eutelsat a envoyé un premier mail aux distributeurs le 29 septembre pour demander l'arrêt de la diffusion de Med Nuçe, alors qu'aucune enquête, aucun procès n'était engagé contre cette chaîne. Le 2 octobre, un deuxième courriel exigeait la fin de la diffusion le 3 octobre, à 10h00, ce à quoi les distributeurs se sont pliés.

En suspendant la diffusion de Med Nuçe, Eutelsat soutient objectivement les atteintes sans précédent aux libertés de presse et d'expression en Turquie. Car Med Nuçe était l'une des dernières voies d'expression pour les Kurdes ainsi que pour des pans importants de la société dont les féministes, les écologistes, les syndicalistes, anticapitalistes, les LGBTI,… […]

La chaîne Med Nuçe diffusée par le satellite Hot Bird est l'une des rares sources d'informations indépendantes et alternatives dans un pays comme la Turquie où la majorité des médias sont sous le contrôle de l'Etat. L'ordre de suspension de la chaîne est intervenu le même jour que la fermeture de plus de vingt chaînes de télévision et stations de radio en Turquie. […]

Des questions légitimes se posent aujourd'hui :

– Le groupe français Eutelsat se conforme-t-il aux lois européennes ?

– La demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel en Turquie peut-elle justifier la suspension d'une chaîne de télévision qui diffuse depuis l'Europe ? Rappelons que cette instance chargée de la régulation et de la surveillance du secteur audiovisuel est l'instrument de censure et de répression utilisé par le régime turc contre les médias.

– En agissant contre Med Nûçe, le groupe Eutelsat veut-il marquer son soutien au régime d'Erdogan ?

– Cette mesure ne rend-elle pas Eutelsat complice de la répression contre les médias en Turquie ? […]

En tant que travailleurs et travailleuses de Med Nuçe, nous condamnons fermement l'arrêt illicite et inacceptable de la diffusion de notre chaîne de télévision. Et nous envoyons un message clair à tous ceux qui veulent réduire au silence les médias kurdes et indépendants : Vous ne parviendrez jamais à nous faire taire,

nous continuerons à vous déranger en dénonçant les injustices, en défendant les libertés d'expression et de la presse et en soutenant avec une détermination sans faille la pluralité dans la démocratie.

Nous appelons surtout les médias français et européens à prendre une position claire et forte contre les injustices visant la liberté de la presse, car cette liberté est depuis longtemps menacée en Europe également. Cette prise de position est plus que nécessaire pour défendre le droit d'exercer librement le métier de journaliste. Demain, il sera peut-être trop tard pour tout le monde, et pas seulement pour les médias. […]

Les travailleurs du Med Nuçe TV.

en Europe :

◆ **INTERPELLATION à RENNES :** Un homme kurde de nationalité turque d'une trentaine d'années, a été interpellé à Rennes, par la sous-division antiterroriste de la PJ parisienne. Les enquêteurs le soupçonnent de financer la PKK, considéré comme une organisation terroriste. Les Kurdes, à Rennes comme partout en France, en Europe, crient à l'imposture : « *Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes tous PKK* ». Le PKK, en effet, est un puissant mouvement qui irrigue toute la société kurde en Turquie et même au-delà. [AKB.bzh]

◆ **RÉPRESSION en SUÈDE :** Le tribunal de migration a annoncé l'expulsion imminente du journaliste kurde-iranien Kamran Mirzaian, arrivé à Stockholm en 2014. Ayant travaillé en Iran en tant que journaliste, et ayant milité au sein du PJAK, il risque fortement de se faire exécuter par l'État iranien. Dans un entretien, Mirzaian a déclaré : « *Je ne peux pas y retourner. Il*

SOUTIEN À KEDISTAN

LE PETIT MAGAZINE QUI NE SE LAISSE PAS CARESSER DANS LE SENS DU POIL

Chères lectrices, chers lecteurs. Chaque mois ou presque, nous reproduisons, avec joie et admiration pour leur pugnacité, l'un ou l'autre des nombreux articles publiés sur le plus pertinent site d'infos francophones liées au monde kurde et à la Turquie. Vous aurez peut-être reconnu le plus beau, le plus rusé, le plus chouette félin du web, le bien-nommé Kedistan (*kedi* = chat, en turc). Nos ami.e.s qui tiennent ce site à jour, lancent aujourd'hui un appel à dons pour pouvoir continuer à fournir des supers articles d'infos, d'analyse ou culturels, gratuitement, sans que toutefois cela les oblige à bouffer des pâtes tous les jours. Nous vous invitons donc expressément à ouvrir votre porte-monnaie pour soutenir la publication du magazine, et publions donc ci-dessous leur appel à dons. Vous pouvez également lire le texte dans sa version longue à cette adresse : http://www.kedistan.net/2016/09/23/souscription-kedistan/ Nous profitons de cette occasion pour témoigner de notre chaleureuse amitié envers l'équipe de Kedistan, et les remercier pour tout le boulot fourni. Bijî Kedistan ! ;)

Présentation du projet
Le maintien en ligne d'un site d'informations alternatives de façon sécurisée n'a rien de gratuit, même si son équipe est entièrement bénévole. Garantir la continuité de la présence et de la publication en ligne de KEDISTAN, «le petit magazine qui ne se laisse pas caresser dans le sens du poil», c'est aussi l'affaire de ses lecteurs et lectrices, surtout dans le cadre du choix de la gratuité.

Origine du projet
Après deux ans de mise en ligne du magazine web KEDISTAN, site d'information sur le Moyen Orient, nous avons décidé que les infos alternatives que nous publions, devaient rester accessibles à tous, gratuitement, avec facilité d'accès et de lisibilité. Cela demande un effort financier non négligeable. Pour ce faire, si le bénévolat de l'équipe restera la règle, nous pouvons néanmoins désormais établir un coût de fonctionnement (jusqu'ici supporté par les créatrice/teurs du site), et faire en sorte que ces coûts soient désormais mutualisés entre lecteurs/trices, contributeurs, et la plateforme collaborative elle même.
C'est donc un appel à dons et soutiens financiers que nous lançons, à raison de 10 € par jour à récolter, soit 1 centime d'euro par lecteur/trice en moyenne...
Si chaque lecteur ou lectrice régulierE versait un euro, nous multiplierions l'objectif par mille...
Tout dépassement nous permettra de participer aux campagnes de solidarité que nous soutenons par ailleurs, ou être partenaires d'événements. Nous n'en voudrons à personne de ne verser qu'un euro de soutien symbolique, au contraire, le but recherché est la participation de toutes et tous solidairement.

A quoi servira l'argent collecté ?
L'argent collecté sera ventilé mensuellement de la façon suivante, à concurrence de 304 € à récolter :
* Pour les frais d'hébergement du site internet, de façon sûre et sécurisée, son design, son ergonomie, ainsi que sa maintenance complète : 169 €
* Pour les frais associés courants (électricité, abonnements, provisions pour renouvellement de matériel informatique sur 5 ans…) : 65 €
* Pour des provisions sur frais de déplacements et communication (rencontres, réunions publiques d'information, participations médias, investigations, espaces... flyers…) : 70 €
Les fonds seront utilisés au fur et à mesure des besoins et des dépenses engagées sur l'année. Les dons sur ce site sont entièrement sécurisés et sans frais pour les contributeurs.

MERCI A TOUTES ET A TOUS !

y a quelques semaines, une vingtaine de mes camarades ont été pendus par le régime iranien. » (rojhelat.info)

◆ **SUÈDE :** Jabar Amin, membre de la coalition parlementaire en Suède, a soumis une motion auprès du parlement exigeant que l'État suédois prenne des initiatives au sein de l'ONU pour que Recep Erdogan soit emmené devant le Tribunal Pénal International pour crimes contre l'humanité. [ANF]

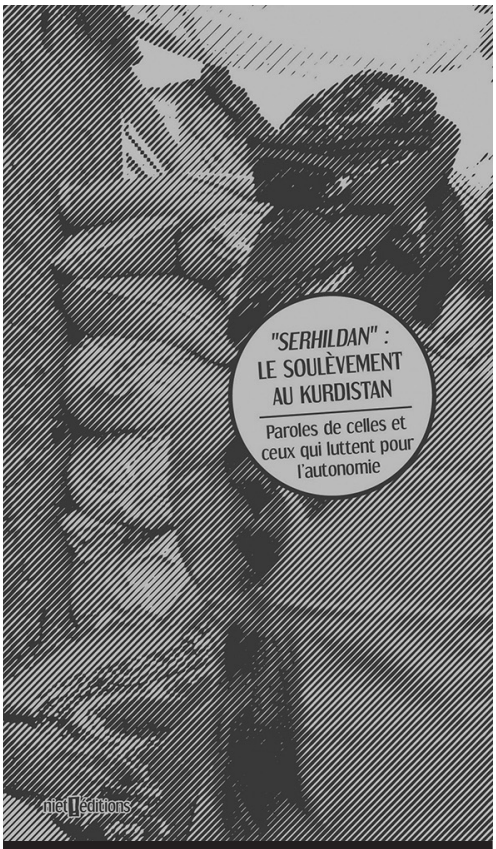
◆ **NORVÈGE :** Lors d'une conférence du Conseil Européen intitulé "Liberté de la presse en Turquie", la directrice de Med Nuçe TV, Ferda Çetin, a affirmé que contrairement à la France, la Norvège n'avait pas plié face aux menaces de la part de l'état turc par rapport à le fermeture de la chaîne de télévision. [ANF]

◆ **THINK-TANK de L'UE :** Le Conseil Européen des Relations Extérieurs a rédigé un rapport intitulé "Pas de point de retour : Pourquoi la décentralisation est l'avenir de la Syrie". Selon ce rapport, la Syrie devrait adopter un système politique décentralisé basé sur le transfert de pouvoirs de Damas aux pouvoirs locaux et régionaux. Les régions kurdes devraient avoir un statut spécial dans le cadre d'une décentralisation asymétrique. [ekurd]

◆ **MANIFS en EUROPE :** Suite à la fermeture de la chaîne MED Nûçe et Newroz TV par l'entreprise française Eutelsat, des rassemblements ont eu lieu devant les bureaux de ce dernier à Paris. À Söderhamn (Suède), des enfants ont manifesté contre la fermeture de la chaîne de télévision pour enfants Zarok TV. Des manifestations et rassemblements dénonçant le « complot du 9 octobre » (l'arrestation à Nairobi d'Abdullah Öcalan) ont eu lieu à Paris, Reims, Marseille, Rome, Turin, Athènes, Arnhem (Pays-Bas), Copenhague, Stockholm, Cologne, Hanovre et Hambourg. Pour dénoncer le silence assourdissant des états européens vis-à-vis de la guerre au Bakur, le Mouvement des Femmes Kurdes en Suisse a organisé une manifestation devant le siège des Nations Unies à Genève à l'occasion de la 33ème Session sur les Droits Humains. [ANF]

◆ **PLAINTE à L'ONU pour CRIMES à CIZRE :** Faysal Sarıyıldız, député kurde pour le HDP, a dénoncé devant l'ONU les massacres perpétrés à Cizre par l'État turc. Il a expliqué à la séance de l'ONU que 257 personnes, dont 24 enfants, ont été tuées pendant les 79 jours de siège. Il a aussi rappelé que les soldats turcs ont brûlé vivantes les personnes qui s'étaient réfugiées dans des sous-sols. Sarıyıldız a décrit cette massacre comme la pire barbarie dans l'histoire de la Turquie. Il a fait appel aux Nations Unies pour faire pression sur les autorités turques pour qu'il y ait une enquête sur ces massacres, étant donné qu'elles n'ont toujours pas répondu à la demande présentée par l'ONU. [ANF]

◆ **DÉLÉGATION à QANDIL :** Une délégation italienne s'est rendue dans les zones tenues par la guérilla dans la région montagneuse de Qandil (Başur, Kurdistan irakien). Les forces du PDK ont empêché la délégation de traverser la frontière syrienne pour rejoindre le Rojava. [ANF]



Sortie du livre "Serhildan: Le soulèvement au Kurdistan"

« Loin des fantasmes révolutionnaires européens et face au soutien au régime turc affiché par la presse occidentale, ce livre revient sur la "sale guerre" coloniale de l'État turc au Kurdistan, en donnant directement la parole à celles et ceux qui là-bas combattent inlassablement pour la liberté et l'autonomie. À la volonté d'autogestion, au refus de l'État-nation, au mouvement des femmes, et au rejet du capitalisme qui s'expriment au sein du mouvement kurde, le régime de l'islamo-conservateur Erdoğan oppose les arrestations, les tanks, les sièges sans fin des villes kurdes, les massacres…

Le collectif Ne var ne yok propose donc une série d'entretiens, réalisés à l'hiver 2016, avec des camarades kurdes du sud-est de la Turquie qui ne baissent pas la tête. Serhildan ! »

Le livre "Serhildan : Le soulèvement au Kurdistan -Paroles de celles et ceux qui luttent pour l'autonomie" est sorti et disponible en librairie depuis le 25 août 2016. N'hésitez pas à en commander directement auprès de Niet!éditions…

nevarneyok.noblogs.org
niet-editions.fr

Le poème « Yeryüzü aşkın yüzü oluncaya dek » de Adnan YÜCEL.

Jusqu'à ce que la face de la Terre soit la face de l'amour !

la vie était sans amour et fracassée
dans la noblesse d'un engagement je t'ai trouvée
je t'ai aimée dans la beauté d'un combat.
il n'est pas fini, il continue ce combat
et il continuera
jusqu'à ce que la face de la Terre soit la face de l'amour !
tous les maîtres de la Vie avaient dit «amour »
aimer une beauté avec amour
et être capable de se battre pour cette beauté.
voici sur ton visage des fleurs d'amande
dans tes cheveux la terre qui sourit et le printemps.
es-tu la lutte dans laquelle je t'ai aimée
serais-tu la beauté même de ce combat.
dans la noblesse d'un engagement je t'ai trouvée
je t'ai aimée dans la beauté d'un combat.
ils ont coupé mille fois nos pousses fraiches
ils les ont cassées mille fois.
voici, nous sommes encore en fleurs, nous sommes en fruits
ils ont noyé mille fois le temps dans la peur
ils ont tué mille fois
voici, nous sommes encore en naissance, nous sommes en joie
il n'est pas fini, il continue ce combat
et il continuera
jusqu'à ce que la face de la Terre soit la face de l'amour !
depuis les premières rivières que nous avons traversées
nos pieds sont les pieds de l'eau
nos mains sont mains de roche et de terre.
nous nous multipliions lors des matins assoiffés de pluie
nous nous mettions debouts avec cérémonie sur vos tours
nous chantions des chansons d'une seule musique
d'une seule voix, d'un seul coeur
c'était nous qui peignions de violet les montagnes
notre jeunesse n'était pas encore autant pillée
ni la tristesse des morts au crépuscule
ni la joie des naissances dans l'aube
ô nature, qui crée des fossoyeurs d'une main
et de l'autre dépêche des sage-femmes
notre appel est pour toi seule
nous vivons comme nous le pouvons ta beauté
il n'est pas fini,il continue ce combat
et il continuera
jusqu'à ce que la face de la Terre soit la face de l'amour !
les palais, les règnes s'effondrent
le sang se tait un jour
la persécution se termine.
les violettes éclosent sur nous
les lilas rient
ne resteront aujourd'hui d'avenir
que ceux qui vont à demain
et ceux qui résistent pour les lendemains
les poèmes sont murs pour éclore
les sentiments sont murs pour pleuvoir
et le coeur
est sur les cîmes inaccessibles des images
ôoo ceux qui disent que tout est fini
ceux qui se nourrissent de la résignation à la table des peurs.
ni les fleurs dans les prairies
ni les colères grandissantes dans les villes
n'ont encore dit adieu.
il n'est pas fini, il continue ce combat
et il continuera
jusqu'à ce que la face de la Terre soit la face de l'amour !

GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « *le Congrès pour une société démocratique* » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « *d'autonomie démocratique* » en tant qu'organisation « faîtière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « *L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste.* » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin: Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « *confédéralisme démocratique* ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yikitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

YBŞ : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

Başur : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başur depuis la 1ère guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Rojhilat : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples (HBDH) : Confédération de forces armées, comprenant notamment la guérilla TIKKO.

TIKKO : guerilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

COURS DE KURDE !

Des cours de langue kurde (dialecte kurmandji) seront dispensés dans plusieurs associations kurdes de l'Ile de France (Paris, Drancy, Villeneuve-St-Georges, Ris-Orangis, les Mureaux), à partir du 1er octobre 2016. Pour plus d'informations, nous vous invitons à nous contacter par mail: ymkf2016@gmail.com. Conseil Démocratique Kurde en France.

LE MOT DU MOIS

« Bi xêr hatî » signifie « Bienvenue »

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites **KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SUSAM-SOKAK.FR,** etc...

ET AUSSI EN ANGLAIS...

KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DICLEHABER.COM/TR, JINHA.COM.TR/EN, EN.FIRATAJANS.COM, EN.HAWARNEWS.COM, etc...

AGENDA

Plus de détails sur kedistan.net

[LYON] Samedi 15 octobre à 17h45 : Table ronde avec Pınar Selek "Résistances non-violentes et solidarités transnationales". Salle des mariages – Mairie du 1er - 2 Place Sathonay

[LYON] Samedi 15 octobre à 21h : Concert de soutien aux familles kurdes du Kurdistan, par le Groupe Antifasciste Lyon et Environs & La Maison de la Mesopotamie. 6ème continent - 51 rue Saint Michel, 69007

[RENNES] Lundi 17 octobre à 18h30 : Conférence-débat "La Turquie a-t-elle connu la démocratie un jour?", proposée par Kedistan. Université de Rennes - Faculté de Droit et de Sciences Politiques (Amphi Erasme)

[TOULOUSE] Mercredi 19 octobre à 19h : Une première réunion de soutien à Ebru Firat, toulousaine d'origine kurde emprisonnée en Turquie. Salle San Subra, dans le quartier Saint-Cyprien

[PARIS] Mercredi 19 octobre à 18h30 : Meeting "La démocratie en péril en Turquie" en présence d'invité.e.s de Turquie. Salle Olympe de Gouges – 15, Rue Merlin 75011 Paris (Métro Père Lachaise)

[PARIS] Jeudi 20 octobre à 18h30 : Réunion unitaire "Agir contre la censure des chaînes kurdes en Europe" appelée par le Conseil démocratique kurde en France (CDKF). Dans leurs locaux, 16 rue d'Enghien, Paris 10ème.

[PARIS] Jeudi 27 octobre à 18h : *Soirée d'information et de solidarité avec le peuple kurde « Kurdistan en flammes » par l'association women in War. Conférence, expo, performance sonore, concert, repas. Aux Grands Voisins - 82 av Denfert Rochereau Paris 14ème*

[PARIS] Vendredi 28 octobre : *Réflexions genrées sur les questions turque et kurde avec Engin Sustam (Université de Genève) et Betül Yarar (chercheure invitée de Paris 8). Au CNRS (LEGS) Salle A - 27 rue Paul Bert, 94200 Ivry-sur-Seine. Plus de détails sur page Facebook "Genre et Conflits Armés"*

Solidarité avec les prisonnières kurdes en Turquie

Des dizaines de milliers de prisonnières et prisonniers politiques kurdes croupissent en taule en Turquie. Notre solidarité va à toutes celles et ceux-là.... Ce mois-ci, nous pourrions apporter plus particulièrement notre soutien à 3 d'entre-elles.

◆ **Zehra Doğan**, journaliste activiste de l'agence de presse féminine kurde *Jinha* est emprisonnée dans la prison de haute sécurité de Mardin depuis fin juillet 2016. « *J´ai toujours essayé d'exister à travers mes peintures, mes nouvelles, et mon combat en tant que femme. Maintenant, même si je suis coincée entre quatre murs, je pense toujours que j'ai fait totalement mon devoir. Dans ce pays, sombre comme la nuit, où tous nos droits ont été rayés avec le rouge du sang, je savais déjà que je serais emprisonnée* ». On peut lui envoyer des cartes postanes en soutien comme il est expliqué sur le site de Kedistan.

kedistan.net/2016/10/15/cartes-postales-solidaires-zehra-dogan

◆ **Rozerin Kalkan,** 19 ans, a été soumise à la torture sexuelle pendant sa garde à vue avant d'être emprisonnée à Mardin, puis exilée dans la prison de Niğde sans que ses avocats et sa famille n'en soient informés. La demande d'envoyer Rozerin dans la prison de Tarse ou la Prison de Diyarbakır a été rejetée. Rozerin Kalkan, a été arrêtée à son domicile le 11 Août et soumise à la torture sexuelle par la section antiterroriste pendant neuf jours. [Jinha]

◆ **Ebru Firat**, jeune toulousaine d'origine kurde, a été arrêtée par la police turque le 8 septembre 2016 à l'aéroport d'Istanbul alors qu'elle rentrait en France. Elle a combattu au Rojava fin 2015 début 2016.

facebook.com/Liberté-pour-Ebru-Firat-1661001054210428/

Liberté pour toutes les prisonnières, pour tous les prisonniers !

POUR TOUTES INFOS, COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS : actukurdistan@riseup.net
Imprimer le pdf du numéro, photocopier-le et distribuer le autour de vous !!